

LYS ROUGE

ISSN 0250-4428
Commission paritaire:
62187

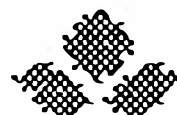
REVUE TRIMESTRIELLE D'ETUDES ET DE DEBATS DE LA N.A.R.

Août 1987
N°35 - 20 F

La N.A.R. et les nouveaux media

Cela fait bien longtemps à la N.A.R. que nous sommes sensibilisés sur les perspectives qu'offre l'apparition des nouveaux media. En 1979-80 déjà, lors de l'éclosion des « radios libres » certains nous avaient suggéré de nous lancer vers ce nouveau créneau. Nécessitant à la fois un investissement financier important, des compétences techniques que nous ne possédions pas et un investissement en temps non négligeable, l'entreprise se révélait d'autant plus hasardeuse que nous ignorions l'avenir qui serait réservé à ce nouveau type de communication. Le recul du temps permet de voir d'ailleurs aujourd'hui, qu'à quelques très rares exceptions près, les radios libres émanant d'organisations politiques ont disparu pour laisser la place à des stations de type commercial.

En 1985, nous avons alors étudié la possibilité de créer un « radio-répondeur royaliste » (cf. le projet de Laurent Grangeret publié dans le Lys Rouge n°22 en février 1985). Il s'agissait là d'utiliser un système de répondeur qui permettait de diffuser une sorte de journal parlé consultable par téléphone. L'affaire était tentante, mais là aussi relativement coûteuse sur le plan financier et impliquant la formation d'une petite équipe de « rédacteurs » qui se serait



la nouvelle action royaliste

17 rue des Petits-Champs
75001 Paris
Téléphone (1) 42.97.42.57

Qui sommes-nous ?
Courrier personnel
Questionnaires, on vous répond
Quoi de neuf ?
Prises de position
Le point de vue de Bertrand Renouvin

Votre choix . puis **37000**

consacrée à la confection régulière de ce journal (le rythme quotidien semblait nécessaire à Laurent Grangeret). Le succès n'en était pas assuré pour autant puisqu'il aurait fallu, en même temps, fournir un gros effort de propagande pour faire connaître notre numéro d'appel. C'est pour ces raisons que le projet en est resté là.

Aujourd'hui le minitel

Aujourd'hui l'explosion du phénomène minitel ouvre de toutes nouvelles perspectives. En moins de deux ans le petit terminal à écran, distribué gra-

tuitement par les PTT, a connu un succès foudroyant. Les chiffres parlent d'eux-mêmes: 2,3 millions de minitels en service, 3.400.000 heures de connexion par mois (sans compter les connexions à l'annuaire électronique) ce qui fait une moyenne de 1h30 par mois et par minitel, le nombre de services proposés qui est passé de 1300 à 4100 en moins d'un an. Et nous sommes encore loin du maximum puisque toute la France n'est pas encore couverte par la distribution gratuite.

L'idée d'un service documentaire de la NAR sur minitel devenait une possibilité intéres-

sante, d'autant plus que les objections précédentes n'existaient plus: le coût d'un tel service est minime, les compétences techniques nécessaires sont nulles, l'investissement en temps très réduit.

Décidé par le Conseil National du 16 mai, le service a été conçu pendant le mois de juin, et son fonctionnement effectif a commencé le 1er juillet.

Le service offert

Que proposons-nous dans ce service ? Tout d'abord une partie fixe, strictement documentaire, où nous expliquons ce qu'est la NAR, quelle est son organisation, ses buts et ses moyens, et qui est le comte de Paris. Il y a également un mini-journal qu'il est possible de mettre à jour à volonté et aussi fréquemment que nous le désirons et qui se divise en trois parties: un éditorial de Bertrand Renouvin, des brèves prises de position sur l'actualité, des renseignements pratiques sur la vie du mouvement. Un troisième module de questions/réponses permet à l'utilisateur de nous poser toutes les questions qu'il désire, l'ensemble des questions et des réponses étant consultables par tout le monde. Enfin une partie courrier personnel permet à l'usager de nous écrire d'une manière confidentielle (pour nous laisser son nom et son adresse par exemple).

Que peut-on attendre d'un tel service ?

D'une manière générale cela représentera une amélioration notable de la «communication» de la NAR. Communication avec le public extérieur d'abord: aisément consultable la documentation fournie est également vivante et interactive (grâce au module questions/réponses). Partageant le serveur avec d'autres mouvements politiques (RPR, Parti communiste entre autres) et diverses associations

ou syndicats, les «clients» de ceux-ci peuvent venir se renseigner sur la NAR d'une manière anonyme qui ne les engage pas.

Communication également avec les curieux ou sympathisants (lecteurs occasionnels, bénéficiaires d'abonnement de propagande, etc.) qui peuvent facilement avoir par ce moyen un complément de documentation sur nous et obtenir réponse à toutes les questions qu'ils peuvent se poser.

1er juillet «dans la matinée». Aussi, fébriles, Aumont et Renouvin pianotaient depuis 9 h du matin notre code d'accès toutes les 1/2 heures pour «voir». Réponse du réseau: «code d'accès pas encore en service». Vers midi enfin, changement de décor: notre code d'accès nous branchait sur une messagerie rose ! Enquête faite, il s'agissait d'une erreur de branchement des PTT qui a été réparée dans les 48 heures. Mais nous imaginions

DOCUMENTATION

Pour obtenir une documentation écrite et un spécimen de notre journal, laissez-nous vos coordonnées par courrier personnel (choix B du sommaire)

- ☒ Historique
- ☒ Nos buts
- ☒ Nos moyens
- ☒ Notre organisation
- ☒ Qui est le comte de Paris ?

Votre choix . puis ~~renvoyer~~

Communication enfin avec nos amis habituels qui pourront connaître informations récentes et prises de position du mouvement sans attendre la parution de «Royaliste» dont les délais de fabrication sont un frein à la rapidité de l'information.

Accessoirement, le module courrier personnel peut remplacer lettre ou communication téléphonique pour correspondre avec la NAR (commandes de librairie, changement d'adresse, etc).

Les premiers pas

C'est sous le signe de l'humour involontaire qu'a démarré notre expérience. La mise en place nous avait été annoncée pour le

la tête de nos adhérents (qui étaient les seuls prévenus du lancement du service) voulant nous joindre.... L'un d'entre eux, plus tenace que les autres, a paraît-il envoyé tout de même des messages à notre intention: les usagers de la messagerie rose ont dû vraiment être surpris de la teneur inhabituelle des communications ! Le 3 juillet tout était rentré dans l'ordre et nous avons commencé à recevoir des questions.

La période de vacances va servir à nous roder et à bien maîtriser le service, puis dès le mois d'octobre nous commencerons une campagne de propagande pour faire connaître notre numéro d'appel et viser un nouveau public. Un matériel de

propagande spécial sera disponible (autocollants, cartes postales, etc) et nous ferons appel à la collaboration de nos amis pour sa diffusion.

En attendant, nos lecteurs peuvent déjà consulter le service et l'utiliser.

Alors, à vos claviers !

Y.A.

FICHE TECHNIQUE

-Code d'appel: 36.15 et AGIR*NAR
-Horaires: ouvert 24h/24
-Réponse aux questions: délai 24h maximum
-Coût: 0,97F de la minute sur votre facture de téléphone (2 minutes pour passer un message sont largement suffisantes, cela ne coûte donc pas plus cher qu'une lettre).

-Pour écrire message ou question: ne jamais effacer la petite flèche à droite de l'écran et appuyer sur la touche suite pour passer à la ligne suivante.
-Pour les messages impliquant une réponse: ne pas oublier de nous indiquer, dans le message, vos nom et adresse.

HISTORIQUE

La N.A.R. a été fondée en 1971, par des militants soucieux de dépoussiérer l'idée royaliste et de la dégager de l'ornière d'extrême-droite où elle s'était enlue.

Dès son origine elle lance un journal où elle popularise les idées du comte de Paris et sa façon démocratique de concevoir la monarchie.

En 1974, elle présente B. Renouvin aux présidentielles pour faire connaître nos idées au grand public. Depuis lors, elle participe régulièrement aux grandes élections nationales.

HISTORIQUE

En 1975, elle organise le premier grand rassemblement national des royalistes. Depuis elle convie régulièrement à ses réunions les représentants des grandes familles politiques et intellectuelles du pays.

1978 : Campagne contre l'Europe supranationale aux côtés des gaullistes d'opposition.

1979 - Elle profite de la parution des Mémoires du comte de Paris pour sensibiliser l'opinion sur les problèmes institutionnels.

1981 : Elle appelle à voter pour François Mitterrand aux élections présidentielles.

HISTORIQUE

En 1983 - Elle s'oppose au projet du gouvernement socialiste sur l'enseignement et défend le droit à la liberté de l'école.

1984 : Bertrand Renouvin est nommé membre du Conseil Economique et Social.

1987 - Aux côtés d'une centaine d'organisations la N.A.R. fait campagne contre le projet de réforme du code de la nationalité.

NOS MOYENS

Un bimensuel "ROYALISTE" qui paraît tous les quinze jours et est vendu dans les principaux kiosques. Analyse de l'actualité, critiques de livres, interviews de personnalités, information sur les activités du mouvement, contribuent à en faire un magazine très vivant.

Un spécimen gratuit vous sera envoyé sur simple demande : laissez-nous vos coordonnées complètes dans notre boîte aux lettres (choix B du sommaire).

NOS MOYENS

Une revue trimestrielle "Cité", axée sur le débat d'idées est largement ouverte aux collaborations extérieures des meilleurs intellectuels de notre temps.

Un trimestriel "Le Lys rouge", consacré à l'histoire et à l'actualité du royalisme.

Le sommaire des derniers numéros de nos publications peut être consulté dans la rubrique "Quoi de neuf" (choix D du sommaire).

Un mouvement démocratique qui publie régulièrement des brochures, plaquettes, livres concernant aussi bien l'histoire du royalisme que son projet politique.

NOS MOYENS

La liste complète vous sera adressée si vous nous laissez vos coordonnées (choix B du sommaire).

- démocratiquement organisé par des militants élus qui, dans le cadre d'institutions représentatives, fixent la ligne du mouvement.

- composé de citoyens actifs qui veulent que la vie soit changée dans leur commune, leur entreprise, leur région, et qui agissent pour réaliser les conditions politiques de ce changement.

- qui agit pour faire connaître le projet royaliste et participe activement à la politique tant locale que nationale.

NOS BUTS

La N.A.R. est un mouvement politique qui rassemble des personnes convaincues des bienfaits de la monarchie héréditaire.

Ce régime améliorerait les institutions en mettant le chef de l'Etat à l'abri des luttes partisans et en lui donnant le temps nécessaire pour animer une politique à long terme.

Refusant tout esprit de guerre civile les royalistes souhaitent le recours au comte de Paris, homme libre capable d'arbitrer entre les intérêts et les partis et de faire respecter la justice et la liberté.

NOS BUTS

Indépendants des partis, nous recherchons le dialogue permanent avec toutes les familles politiques et intellectuelles de la nation pour populariser cette idée et rendre sa réalisation possible d'une manière démocratique.

NOTRE ORGANISATION

Les adhérents de la N.A.R. se réunissent tous les ans en Congrès qui fixe les grandes options de la ligne politique que doit suivre le mouvement.

Un Conseil National (élu par les adhérents) se réunit plusieurs fois par an et est chargé de mettre en oeuvre cette ligne politique.

Un Comité Directeur de 12 membres (élus par le Conseil National) décide des actions à mener et assure la direction courante du mouvement par l'intermédiaire notamment d'un Directeur Général (Yvan AUMONT) et d'un directeur Politique (Bertrand RENOUVIN).

NOTRE ORGANISATION

Au plan géographique la N.A.R. est représentée par des délégués régionaux et départementaux nommés par le Directeur Général dans les régions où elle est suffisamment implantée.

LE COMTE DE PARIS

Né en 1908, le comte de Paris est le descendant direct de Louis XIII. Depuis l'extinction de la branche française des Bourbons directs, c'est lui qui est l'héritier des 40 rois qui en 1 000 ans firent la France.

C'est pour cette raison qu'il a vécu une partie de sa vie hors de France (jusqu'en 1950 où fut abrogée la loi qui condamnait à l'exil les descendants des rois).

Dès 1937, il condamne les thèses extrémistes des royalistes d'Action Française et se fait le défenseur d'une monarchie démocratique.

LE COMTE DE PARIS

En 1940 il fait la guerre comme simple soldat dans la légion.

Appelé en 1942 à Alger pour fédérer les forces de résistance à l'Allemagne, il se heurte à l'opposition des Américains qui font échouer le projet.

Dans les années 60, il est pressenti par le général de Gaulle pour lui succéder, le projet n'aboutit pas, mais les relations entre les deux hommes restent étroites jusqu'à la mort du général.

LE COMTE DE PARIS

Observateur attentif de la vie politique, le comte de Paris se refuse à intervenir dans les querelles partisans et ne prend des positions publiques que lorsque de grands choix sont offerts au pays.

Il est l'auteur de plusieurs livres, le dernier d'entre eux : "L'avenir dure longtemps" est un véritable manifeste où il expose clairement les idées qu'il défend.

En se posant en serviteur de son pays et non en politicien ambitieux, le comte de Paris demeure disponible comme recours possible pour les Français.

NOTRE PRESSE

Au sommaire de ROYALISTE numéro 474 (en vente dans les kiosques)

- Le triste état de la majorité
- Enquête sur la nationalité: entretien avec un des responsables de FRANCE PLUS
- Les jeunes beurs doivent s'intégrer dans la vie politique du pays
- Manifestation à Marseille contre le racisme: la NAR y était.
- La Pologne et le voyage du Pape
- Hommage à l'économiste Fr. Perroux

Specimen gratuit de ROYALISTE sur demande en laissant votre adresse dans notre boîte à lettre (choix B du sommaire)

NOTRE PRESSE

Au sommaire de CITÉ (le numéro: 35F)
Dossier ETAT :
Les chemins de l'Etat (B. Barret-Kriegel)
Actualité de la notion de souveraineté
La famille capétienne et l'Etat
et aussi J.-L. Borges - Jakub Deml - revue
des revues - Débat sur St Thomas d'Aquin

Au sommaire du LYS ROUGE (le numéro 20F)
Dossier sur la légitimité monarchique
Les festivités du millénaire
Le gaullisme de gauche
Bourse aux livres d'occasion

Vous pouvez commander en nous écrivant
et en joignant votre règlement...

~~SOMMAIRE~~ ou ~~RENDRE~~

SESSION

SESSION D'INFORMATION: 2 JOURS 5/6 Sept

Elle aura lieu en Bretagne, destinée
aux curieux qui veulent s'informer sur
la NAR, animée par B. Renouvin.

Au programme: L'évolution du royalisme
Monarchie et démocratie - Le comte de
Paris - La NAR dans le débat intellec-
tuel et politique - Perspective d'action
Large place au débat et discussion.
Sans engagement, envoi de la documen-
tation détaillée si vous laissez votre
adresse (choix B du sommaire).

~~SOMMAIRE~~

9/7 19h

NOTRE PRESSE

Au sommaire de ROYALISTE "spécial-
vacances" en vente dans les kiosques:

- Interview du comte de Paris: "Récon-
cilier tradition républicaine et tradi-
tion royaliste".
- Les partis et la démocratie
- Les limites de la "cohabitation"
- L'identité française - La France entre
les empires - Le millénaire capétien
- Couronner la démocratie - Les autres
monarchies européennes - Branchés les
roycos ! - La NAR en 10 questions

Numéro spécimen de ROYALISTE envoyé
si vous laissez votre adresse dans
notre boîte aux lettres
(choix B du sommaire).

SUITE

Rubrique «Prises de position» 5/7/87 12 h

EN BREF ...

Interview du comte de Paris dans
QUEST FRANCE (22 juin), il déclare: "La
France est la fille de la royauté et de
la Révolution". Autres thèmes abordés:
millénaire de la France, bicentenaire
de la Révolution, immigration, possibi-
lité d'instauration de la monarchie, etc.
(Photocopie sur demande: choix B du
sommaire en laissant votre adresse).
La NAR de Marseille a participé très
activement à la manif anti-raciste or-
ganisée le 13 juin par le collectif
MARSEILLE FRATERNITÉ. Dans le MÉRIDIONAL
(29 juin) excellent compte-rendu de la
conférence de presse de RENOUVIN lors
de sa visite à Marseille.

~~SOMMAIRE~~

6/7/87 16h

EN BREF ...

PS : AU RISQUE DE NUIRE

Lors du Comité Directeur du Parti
Socialiste (4 juillet), Jospin a défini
le Président de la République comme un
acteur qui est à l'origine d'une
majorité. Le calcul est clair: inciter
F. Mitterrand à dissoudre l'assemblée
s'il est réélu, et le transformer en
chef d'une majorité dominée par le PS.
Ce faisant, Jospin contredit l'esprit
des institutions et nuit à l'image de
rassembleur qui est aujourd'hui celle
de F. Mitterrand.
Une nouvelle fois le PS privilégie
son propre intérêt.

~~SOMMAIRE~~ ou ~~RENDRE~~

EN BREF ...

BARRE UN RASSEMBLEUR ?

Raymond Barre veut être l'homme du
redressement (mais son passé de Premier
ministre ne plaide pas pour lui). Il
veut être aussi l'homme du rassemble-
ment et se pose en rival de Mitterrand.
C'est prendre ses désirs pour la
réalité. Dans la meilleure des
hypothèses, Barre pourrait être le
candidat de la droite, et ne
rassemblerait pas au delà. Mais Barre
est de surcroît le rival de Chirac et
serait exposé à l'hostilité latente du
RPR s'il devenait président.

N'est pas rassembleur qui veut ...

~~SOMMAIRE~~

15/7/87 22 h

EN BREF ...

MITTERRAND ET LA PRESIDENTIELLE

François Mitterrand a répété le 14
qu'il assurerait ses fonctions "jusqu'à
la dernière minute" afin de garantir
l'arbitrage et de veiller sur l'unité
du pays.

C'est là une sage décision, conforme
à l'esprit des institutions, par
laquelle le Président manifeste son
indépendance à l'égard du PS qui le
pousse à déclarer sa candidature.

Il reste que la fonction arbitrale
demeure ambiguë dans la 5ème République
car un autre que Mitterrand pourrait
se laisser tenter par l'usage partisan
de sa fonction.

~~SOMMAIRE~~

APARTHEID

Lorsqu'ils revenaient d'URSS au temps de Staline, les dirigeants communistes affirmaient la main sur le coeur qu'ils n'avaient pas vu de camps de concentration.

De même à leur retour d'Afrique du Sud, les députés UDF, RPR, Front National (inquiétante cohabitation !) prétendent ignorer la ségrégation politique et sociale dont est victime la population noire. Leur témoignage ne vaut pas mieux que ceux des communistes de naguère.

La Nouvelle Action Royaliste partage l'indignation générale devant ces déclarations mensongères.

SUMME ou TOTAL

JOSPIN

Début juillet, le Premier secrétaire du PS avait porté atteinte à l'image de rassembleur de François Mitterrand en désignant le futur Président comme le chef d'une majorité.

Jospin aggrave son cas en déclarant qu'il se verrait bien Premier ministre. Cela signifie que le PS n'a pas renoncé à sa volonté hégémonique: pour Jospin, l'intérêt du Parti passe avant celui de l'Etat et doit s'imposer au Président lui-même.

Plus Jospin parle, plus Mitterrand perd du crédit. Depuis 1981, nous avons malheureusement pris l'habitude de cet apparent paradoxe.

SUMME ou TOTAL

Rubrique « Point de vue de B. Renouvin »

5/7/87 11h

J. LANG royaliste ?

Le 1er juillet, à "L'Heure de Vérité" Jack Lang a brossé le portrait du "bon président". Celui-ci doit être un arbitre, garant des grands équilibres nationaux et surtout de la paix sociale et civile. Et ce président au-dessus de la mêlée ne devrait être, ni le chef d'un parti ou d'un camp, ni même le chef d'une majorité.

Le portrait fait par Jack Lang est excellent et sa définition du Président rejoint la tradition capétienne: la monarchie c'est l'arbitrage qu'il souhaite, c'est l'indépendance du chef de l'Etat à l'égard des partis, c'est

SUMME

... JACK LANG

la garantie de la paix intérieure par la Justice et la liberté.

Pourtant Jack Lang n'est pas royaliste, ou pas encore. Il se contente de souhaiter un "bon président", en lui indiquant sa mission idéale. D'où ma critique: notre ancien ministre pose de sages principes, mais sans éviter l'incertitude qui atténue beaucoup leur portée.

Certes, si François Mitterrand se présente et se voit réélu, la fonction présidentielle se rapprochera de la définition donnée par Jack Lang. Mais si c'est un autre président - de droite

SUMME ou TOTAL

... JACK LANG

ou de gauche ?

Rien ne prouve que le nouveau venu aura le sens de l'Etat et sera fidèle à l'esprit monarchique de nos institutions. Ainsi, Jack Lang pose des principes sans indiquer comment les garantir. Il définit la légitimité sans réunir toutes ses conditions. Il semble oublier que la stabilité et la continuité sont indispensables au bon fonctionnement de l'Etat, comme à la société dans son ensemble. Plutôt que l'arbitrage idéal, mieux vaut l'arbitrage réalisé. Plutôt que l'esquisse de la monarchie, mieux vaut la monarchie elle-même.

SUMME ou TOTAL

17/7/87 20h

A propos de 1789...

La fête nationale du 14 juillet nous rend plus sensible et plus proche le bi-centenaire de la Révolution qui sera célébré dans deux ans. D'où les questions qui se multiplient à l'adresse des royalistes.

Beaucoup s'attendent à des diatribes enfiévrées et à une condamnation radicale de la période révolutionnaire. Tel n'est pas le cas. La Nouvelle Action Royaliste refuse d'entretenir ou de réveiller les divisions entre les Français. Elle demande que l'événement révolutionnaire soit apprécié dans son immense portée comme dans sa tragédie, et c'est dans cet esprit qu'elle entend participer au débat.

SUMME

A propos de 1789...

Précisons quelques points qui seront développés dans notre journal ROYALISTE. La Révolution de 1789 ne s'est pas faite contre la royauté. Les députés qui prêtent serment au Jeu de Paume veulent maintenir les vrais principes de la monarchie, et la Fête de la Fédération du 14 Juil. 1790 renouvelle le pacte entre le roi et la nation. La partie la plus positive de la Révolution se déroule dans le cadre monarchique (la Déclaration des Droits, l'abolition des privilèges, la représentation nationale) et c'est à bon droit que les royalistes fêteront ces événements majeurs. (...)

SUMME ou TOTAL

A propos de 1789...

Ils n'oublient pas cependant la part sombre de la Révolution (le procès inique intenté à Louis XVI, la guerre civile et la Terreur) au cours de laquelle les principes de liberté, d'égalité et de fraternité sont violemment bafoués. Mais plutôt que d'y chercher matière à vengeance, il s'agit de réfléchir aux raisons profondes du dérapage de la Révolution.

C'est ce que nous ferons dans les deux ans qui viennent.

Bertrand RENOUVIN

SUMME ou TOTAL

Reçu le 9 JUL 1987

question 002 de eric
pour

NAR

J'ai vu que vous aviez participe a la manifestation de Marseille contre le racisme- Je vous en felicite
Est-il possible de prendre contact avec vos adherents marseillais ?

réponse de NAR

La NAR participe regulierement a toutes les manifestations contre le racisme. Nous faisons partie du collectif de plus de cent organisations qui luttent contre la reforme du code de la nationalite proposee par le gouvernement.

Vous pouvez prendre contact avec notre delegation des Bouches du Rhone en écrivant a:

ROYALISTE
B.P. 2103

13204 Marseille cedex 1

(n° ou *) SUITE, RETOUR ou SOMMAIRE
poser une question : ENVOI

question 003 de ROBERT CHAZAL
pour

NAR

PENSEZ-VOUS VRAIMENT QUE L'IDEE ROYALE PUISSE SEDUIRE LES FRANCAIS DE 1987
VOUS ALLEZ RESSUCITER LE COMBAT ENTRE LES ROYALISTES ET LES REPUBLICAINS...

réponse de NAR

L'idée royaliste est en progression rapide dans l'opinion française (un sondage IPSOS donnait en janvier dernier 17% d'opinions favorables).

La conjoncture politique aidant nous ne doutons pas que des citoyens de plus en plus nombreux se posent concrètement la question de la monarchie. Mais nous ne souhaitons pas que comme sous la 3ème République on s'affronte entre royalistes et républicains.

En revanche nous pensons que, comme en Espagne, peut apparaître comme une solution positive pour toutes les familles politiques du pays, qui trouveraient dans ce régime la meilleure des garanties.

(n° ou *) SUITE, RETOUR ou SOMMAIRE
poser une question : ENVOI

Reçu le 8 JUL 1987

question 004 de PIERRE HUGUES
pour

NAR

Si la monarchie était restaurée qui serait roi : le Comte de Paris ou le Duc d'Anjou ?

SUITE

réponse de NAR

Depuis la mort du Comte de Chambord à la fin du siècle dernier, la famille d'Orléans est l'héritière légitime de la tradition capétienne qui est aujourd'hui millénaire.

C'est donc le comte de Paris qui serait roi en cas de retour de la monarchie.

Quand au Duc de Cadix (qui se fait appeler "duc d'Anjou" sans aucun droit à ce nom ...) il est citoyen espagnol et exerce des responsabilités en Espagne. La monarchie est essentiellement nationale et un ressortissant étranger ne peut en aucun cas prétendre au trône de France.

(n° ou *) SUITE, RETOUR ou SOMMAIRE
poser une question : ENVOI

Reçu le 9 JUL 1987

question 005 de ARAS
pour

NAR

JACK LANG ROYALISTE....VOUS ALLEZ PEUT ETRE UN PEU VITE...
EST-IL AU COURANT DE CELA...?
AVEZ VOUS FAIT PARAITRE CE TEXTE DANS U DE VOS PUBLICATION???

réponse de RENOUVIN

Le titre de mon "point de vue" : "Jack Lang royaliste ?" montre bien par le ? qu'il s'agit d'une question. Dans le texte je précise d'ailleurs "Jack Lang n'est pas royaliste, ou pas encore".

Mais sa définition du rôle du chef de l'Etat est parfaite et correspond exactement à celui qu'aurait un roi si la monarchie était instaurée. Ma critique porte sur les aléas d'une élection présidentielle. Le nouvel élu aura-t-il les qualités, indéniables, de François Mitterrand ? Même s'il les a, tout sera remis en question 7 ans plus tard ... Saura-t-il s'affranchir des pressions du parti qui l'aura porté au pouvoir ?

SUITE

réponse de RENOUVIN

La monarchie résoud tous ces problèmes d'une manière satisfaisante ...

J'ai envoyé le texte de mon "point de vue" à Jack Lang. S'il me répond, je ne manquerais pas de vous le faire savoir.

Reçu le 9 JUILL. 1987

question 006 de D'ARTAGNAN
pour NAR

QUELLE EST NOTRE POSITION DEVANT LA
DECLARATION DU COMTE DE PARIS A ASPECTS
DE LA FRANCE: 'TOUTES LES ASSEMBLEES FUI-
ENT LES RESPONSABILITES POUR SE REFUGIER
DANS LA FACILITE ET LE CONFORT'.
UN SALE PROF DE LA BONNE VILLE DE RENNE

réponse de NAR

Le comte Paris a souvent souligné la
crise du système parlementaire. Il est
évident qu'aujourd'hui l'Assemblée tend
à devenir une chambre d'enregistrement
des mesures décidées par le pouvoir
exécutif. Il y a donc bien une "fuite
des responsabilités" qui tient à la
logique partisane. Plutôt que de se
déterminer en fonction des questions
qui sont posées à la représentation
nationale, les députés votent selon la
stratégie et la tactique adoptées par
leur parti. C'est effectivement la voie
de la "facilité" et du "confort",
contraire à notre tradition parlemen-
taire qui dispose que "tout mandat

SUITE

réponse de NAR

impératif est nul".

D'où la nécessité, selon le comte de
Paris, de restaurer les droits du
Parlement et de mettre en place de
nouveaux relais entre le pouvoir et les
citoyens (cf son entretien dans
ROYALISTE spécial été numéro 475).

Reçu le 12 JUILL. 1987

question 007 de agir !
pour NAR

alors que vous êtes tout à fait opposés
à l'idée de supranationalité pour
constituer une Europe unie et cohérente
étant capable de s'affirmer éco. et pol
face aux E.U., Japon et Urss. pourquoi
avez-vous manifesté contre le projet de
réforme du code de la nationalité?
n'y a-t-il pas une contradiction dans
votre pensée à ce niveau?

étudiant en A.E.S. Brebieres
(62)

(n°) SUITE RETOUR ou SOMMAIRE
W ENVOI ANNULATION ou CORRECTION

réponse de NAR

Pour qu'il y ait contradiction, il
faudrait deux réponses différentes à la
même question. Or l'idée de supranatio-
nalité et le projet Chandon ne sont
pas du même domaine. Le souci de l'in-
dépendance politique du pays face aux
empires et aux rêves supranationali-
taires ne signifie pas le repli de la
nation sur elle-même.

La tradition millénaire d'autonomie
diplomatiques de notre pays n'a jamais
empêché son ouverture économique, sa
participation à la civilisation euro-
péenne et l'accueil de populations
étrangères. C'est de cette tradition
que la Nouvelle Action Royaliste
s'inspire.

(n° ou *) SUITE, RETOUR ou SOMMAIRE
poser une question : ENVOI

Reçu le 13 JUILL. 1987

question 008 de chirac
pour NAR

présidentielles

l'a.n.r. a appelée à voter mitterrand
cela veut dire que vous n'êtes pas
indépendant et c'est pas du beau
tout ça. même vous vous dites
royalistes alors que vous avez tous
les traits du socialisme
quand à votre existence, elle ne
servira qu'à favoriser la guerre civile
alors foutez la paix aux français avec
vos mensonges et votre solution
imaginaire et dépassée.
le réalisme c'est ce qu'il faut à la
france, non pas vos idées d'une coterie
de petits copains!!!!!!!

réponse de NAR

Etre indépendants ne signifie pas que
nous n'ayons pas le droit d'avoir des
jugements, ni ne nous empêche de
prendre des positions ...

Quand à savoir si la monarchie c'est
dépassé, regardez autour de vous: la
majorité des pays européens sont en
monarchie. Je pense que les Espagnols,
par exemple, sont bien contents d'être
revenus à la monarchie cela leur permet
d'avoir un régime réellement démocra-
tique.

Le réalisme n'est-il pas de constater
que depuis 1958 nous vivons sous une
Constitution qui est déjà d'esprit
monarchique puisque les principes
d'unité, d'arbitrage et de continuité

SUITE

réponse de NAR

inspirent notre loi fondamentale. Il
s'agit pour nous de prolonger cette
logique et de la faire aboutir pour
donner au chef de l'Etat l'indépendance
et la possibilité des choix à long
terme. C'est cela que nous proposons
aux Français.

Reçu le 13 JUIL. 1987

question 009 de bm
pour

NAR

existence

existe t il dans la somme (80) un
groupe de royalistes ou un club ?

réponse de NAR

Nous n'avons pas de délégué dans la
Somme (80). seulement des abonnés.

La délégation la plus proche de chez
vous est celle de la Seine Maritime.

Vous pouvez prendre contact en écrivant
à: N.A.R.
B.P. 586
76006 ROUEN CEDEX

Reçu le 13 JUIL. 1987

question 010 de ch
pour

NAR

royaliste (abonne depuis quelques mois
a ROYALISTE et a LYS ROUGE) il se trouv
e que j'ai également ete objecteur de
conscience. Suis-je heretique?
Quel est votre point de vue a ce sujet
qu'il me semble ne vous avoir vu abor-
der? Une reponse desapprobatrice de votr
e part ne remettrait en aucune facon en
cause mon royalisme. fin

Message de NAR
destiné à NAR

La Nouvelle Action Royaliste est
hostile à la conscription. Justifiée
au temps des guerres conventionnelles
de masse, elle est inutile à l'âge
nucléaire et fort couteuse. Nous
pensons qu'il conviendrait de supprimer
le Service National et de réaffecter
les crédits au développement de la
force nucléaire de dissuasion qui est
le seul moyen de garantir notre sécu-
rité et notre indépendance.
Quand à l'objection de conscience
elle est respectable si elle correspond
à un choix personnel et éthique et si
elle ne signifie pas indifférence aux
intérêts de la communauté nationale

SUITE en fin de ligne fin : ENVOI

Reçu le 13 JUIL. 1987

question 012 de HARI SELDON
pour

NAR

CHER MONSIEUR RENOUVIN QUE PENSEZ-VOUS
RES DE DROITE QUI ONT AFFIRM. APRES UN
VOYAGE EN AFRIQUE DU SUD. QUE L'APARTH
EID N'EXISTE PAS ?

Reçu le 13 JUIL. 1987

question 013 de CHRISTIAN
pour

NAR

PUIS-JE AVOIR LES REFERENCES D'UN LIVRE
DE FRANCOIS PERROUX DANS LEQUEL IL
FAIT ETAT DE SES CONVICTIONS ROYALISTES
DE FACON DETAILLEE? OU MEME DES CITA-
TIONS DE VOTRE PART A CE SUJET.

D'AUTRE PART EST-IL EXACT QUE FRANCOIS
TRUFFAUT ETAIT LUI-MEME MONARCHISTE?
FIN

(n*) SUITE RETOUR ou SOMMAIRE
W ENVOI ANNULATION ou CORRECTION

réponse de NAR

Les analyses de Francois Perroux sur
la question du pouvoir se trouvent dans
"Pouvoir et économie" (Dunod 1973).
Il est revenu sur cette question dans
un entretien avec "ROYALISTE" (num 376
du 17 février 1983). Vous pouvez
également vous reporter au livre de
Bertrand Renouvin "La République au
roi dormant" (Hachette 1985) page 201/202
Il est exact que Francois Truffaut
était monarchiste. Il l'a déclaré
publiquement à la radio au moment de la
sortie de "L'argent de poche".

(n* ou *) SUITE, RETOUR ou SOMMAIRE
poser une question : ENVOI

question 014 de CH
pour

NAR

BIEN QUE NE LISANT PAS LA PRESSE SPE-
CIALISEE EN LA MATIERE IL SEMBLE QUE
LES FILS ET FILLES DE FRANCE N'EPOU-
SENT PLUS DES PRINCES ET DES PRINCESSES
DE MAISONS REGNANTES... Y-A-T-IL DES
IMPERATIFS DIPLOMATIQUES A CELA? QUELS
FORMIDABLES COUPS MEDIATIQUES CELA
SERAIT POURTANT AU BENEFICE DE LA CAUSE
ROYALE FRANCAISE... LES PRINCES SONT-
ILS TROP BONS PRINCES POUR NE PAS VOU-
LOIR PORTER TORT AINSI A LA "GUEUSE"?
QU'EN PENSEZ-VOUS? FIN

réponse de NAR

A notre connaissance, aucun impératif
diplomatique n'empêche le mariage des
enfants de France avec des princes ou
des princesses des maisons régnantes.
D'autre part il serait surprenant,
et probablement fâcheux, que les
mariages soient décidés en fonction de
leur audience médiatique. On se marie
en principe pour la vie, et non pas
pour quelques heures d'antenne ...

(n* ou *) SUITE, RETOUR ou SOMMAIRE
poser une question : ENVOI

Reçu le 17 JUL. 1987

question 017 de C
pour

NAR

ETES-VOUS FAVORABLES SANS LA MOINDRE
RESERVE A L'OCTROI DU DROIT DE VOTE
AUX IMMIGRES?FIN

(n°) SUITE RETOUR ou SOMMAIRE
W ENVOI ANNULATION ou CORRECTION

réponse de NAR

Face au problème de l'immigration il faut établir un constat:1) La grande majorité des personnes d'origine étrangère résidant actuellement en France est désireuse d'y rester.

2)La nation française s'est constituée par l'arrivée successive de populations immigrées et par leur intégration progressive à la communauté nationale.

3)Les problèmes posés à l'origine par leurs différences culturelles vont en s'amenuisant au fur et à mesure de cette intégration et après une ou deux générations les différences qui subsistent ne constituent plus qu'un enrichissement de notre culture commune.

Devant ce constat, une politique

SUITE

réponse de NAR

responsable doit: 1)Maîtriser et contrôler les nouvelles arrivées. C'est ce qui est déjà fait depuis plusieurs années. 2) Favoriser toutes les mesures qui contribuent au nouvel enracinement des anciens étrangers.

Le problème du droit de vote fait partie de ces mesures et l'on pourrait très bien envisager un droit de vote progressif fonction du temps écoulé depuis l'arrivée en France: immédiat pour les élections à caractère professionnel ou municipal, au bout d'un certain temps pour les élections à caractère politique.Nous avons publié dans ROYALISTE de nombreuses études sur la question.

(n° ou *) SUITE, RETOUR ou SOMMAIRE
poser une question : ENVOI

Reçu le 17 JUL. 1987

question 01 de PFISTER
pour

NAR

JE SUIS ASSEZ CHOUE PAR LES PRISES DE
POSITION RES A GAUCHE DE LA NAR :
NE DEVONS NOUS PAS ETRE AU DESSUS DE
LA MELEE POLITIQUE ?

(n°) SUITE RETOUR ou SOMMAIRE
W ENVOI ANNULATION ou CORRECTION

réponse de NAR

Etre au dessus de la mêlée ne signifie pas de n'avoir aucun projet de société, ni de s'abstenir de porter des jugements sur l'action des hommes politiques.

Citoyens actifs de notre pays, nous approuvons ou condamnons celle-ci en fonction des seuls critères de ce qui nous paraît être les intérêts de la nation.

Cela ne nous empêche nullement, en dehors de tout esprit partisan, d'entretenir un dialogue ouvert avec tous les hommes politiques, de droite comme de gauche, qui nous semblent avoir le sens de l'Etat et le souci de l'intérêt national. Les tribunes (...)

SUITE

réponse de NAR

de nos réunions et les colonnes de
notre journal en sont la preuve.

(n° ou *) SUITE, RETOUR ou SOMMAIRE
poser une question : ENVOI

question 019 de C
pour

NAR

JE ME SUIS AMUSE A POSER CETTE QUESTION AU RPR VIA LE MINTEL:
"QU'AVIEZ-VOUS PENSE A PROPOS DE TOUTE CETTE HISTOIRE ENTRE LE GENERAL DE GAULLE ET LE COMTE DE PARIS. L'UN VOULANT FAIRE DE L'AUTRE SON SUCCESEUR?"
LA REPONSE A ETE:
"LE RPR EST UN MOUVEMENT REPUBLICAIN QUI NE RENIE PAS L'HISTOIRE DE SON PAYS ET FETE BIEN SUR LE MILLENAIRE CAPETIEN.
MAIS LA REVOLUTION A EU LIEU. VIVE LA REPUBLIQUE. DONC!"
QU'EN PENSEZ-VOUS? POUR MOI CETTE REPONSE PEU SUBTILE ME PARAIT REVELER UN VIDENT BLOQUAGE....fin

Reçu le 18 JUIL. 1987

question 022 de C
pour

NAR

D'APRES VOUS FAUT-IL REDUIRE LE MANDAT

Reçu le 18 JUIL. 1987

question 023 de agir !
pour

NAR

quelle est votre position au sujet de la brigade franco-allemande proposée par la rfa ?

question 024 de ARAMIS
pour

NAR

EXISTE-T-IL UNE SECTION DE LA NAR EN SAONE ET LOIRE ?

Reçu le 18 JUIL. 1987

question 026 de X
pour

NAR

ROYALISTES LIBERTAIRES COMMENT JUGEZ-VOUS L'ATTITUDE D'AUTRES ROYALISTES EN PARTICULIER CEUX D'ASPECT DE LA FRANCE QUI DEFENDENT DES CONCEPTIONS PLUS PROCHES DE CELLES DE LE PEN QUE DE MGR LE CTE DE PARIS?

Reçu le 18 JUIL. 1987

question 027 de artemus
pour

NAR

s'il la monarchie était établie en France de quels pouvoirs disposerait le souverain selon vous ?

question 028 de POINT
pour

NAR

ETANT UN REPUBLICAIN CONVAINCU JE SUIS CEPENDANT SEDUIT PAR L'IDEE D'UNE 'TETE DE L'ETAT' INDEPENDANTE DES FRACTIONS POLITIQUES MAIS JUSTEMENT L'INDEPENDANCE NE CONVIENT ELLE PAS A CEUX QUI NE SE 'MOUILLENT' PAS ?FIN

question 025 de CHARLES
pour

NAR

QUELS SONT VOS RAPPORTS AVEC LES GENS D'ASPECTS DE LA FRANCE ?VOUS INSPIRENT ILS DE L'INDIFFERENCE ?OU DE LA MEFIANCE ?

Analyse des 161 premières questions reçues

- Questions pratiques 18,5%
(Adresses des délégués, renseignements librairies, etc.)
- République ou Monarchie 11,65%
(Arguments pour et contre, les sondages, la mode royaliste)
- Actions et organisation de la NAR 12,3%
(Participation aux élections, Nb militants, critique et approbation de nos actions)
- Prise de position politique de la NAR 19,2%
(Demande de position sur des points précis, entre autres: le bicentenaire de la Révolution, le soutien à Mitterrand, rapport avec les autres partis)
- Les institutions de la future Monarchie 13,1%
(Le pouvoir du roi, etc.)
- Cte de Paris et la Famille de France 11,6%
(Ses prises de position politique, les pb de sa succession)

- Les autres royalistes 6,9%
(« Aspects de la France », l'alfonsisme...)
- Questions d'Histoire 3,4%
- Divers inclassables 3,4%

PREMIERES CONSTATATIONS

Un peu moins d'un mois après son lancement, il serait présomptueux de vouloir faire un premier bilan de notre opération minitel. Mais on peut faire quelques constatations, et d'abord dire notre surprise (et notre plaisir) devant le succès du service Question-s/Réponses.

Le 7 août nous avons reçus 161 questions (à titre de comparaison le R.P.R., dont le service fonctionne depuis près de 6 mois sur le même serveur, la CFTC 66 questions, après 5 mois d'existence...)

Deuxième constatation, les questions sont intéressantes (quasiment pas de fous et très peu de questions hostiles).

LOUIS XVII

AU

PANTHEON



Du 1er septembre au 31 octobre 1987, se tiendra une exposition consacrée à Louis XVII, à la Mairie du Vème arrondissement, 21 place du Panthéon. Elle sera ouverte tous les jours de 10 h à 17 h 45, samedis et dimanches inclus (entrée libre).

Le commissaire général en est M. Jacques Charles, président de l'association «Louis XVI» et déjà organisateur de plusieurs expositions sur Louis XVI. Un ouvrage de 250 pages (16 illustrations couleur et 100 en noir et blanc) rédigé sous la direction de M. J. Charles sera disponible sur le lieu de l'exposition et à la Délégation artistique de la Ville de Paris, 4, rue Jules Cousin 75004 Paris.

En cette année d'anniversaire du Millénaire capétien et à la veille des cérémonies qui marqueront le bicentenaire de la Révolution française de 1789, la Mairie de Paris consacre pour la première fois une exposition sur Louis XVII.

Sans avoir été revêtu des insignes royaux, en absence même d'une reconnaissance officielle, cet enfant porte néanmoins légitimement le titre de roi. La notion de «gouvernement légitime», qui traverse tout le XIXème siècle pour venir jusqu'à nous, est tout d'abord ressentie très vivement par

l'ensemble des populations au moment où se pose le problème de la succession politique de Louis XVI, avant d'être élevée en concept pour devenir le garant de toute démocratie. Le personnage de Louis XVII dépasse ainsi l'envergure quelque peu misérable et triste qui lui est si souvent prêtée.

UNE FAMILLE A VERSAILLES

La rétrospective s'ouvre sur l'évocation de la vie de la famille Royale à Versailles, permettant ainsi de découvrir quelques aspects de la vie

quotidienne du roi, de la reine et de leurs enfants: ce thème étant, en outre, illustré par une exceptionnelle commode réalisée par Riesner pour le service des Enfants de France, ou encore par l'ensemble des douze miniatures sur velin, provenant des cabinets intérieurs du Roi.

Le roi Louis XVI cherche à donner à ses fils une éducation très complète inspirée de celle dispensée par ses propres maîtres. Ainsi seront présentés une carte muettes de l'Amérique du Nord qui a servi à l'instruction du duc de Berry (futur Louis XVI), ou encore ces peaux de bison indiennes, achetées par le roi pour l'éducation du premier Dauphin, Louis-Joseph (Louis XVII, né en 1785, n'a pas reçu une éducation aussi développée puisqu'il n'est pas «passé aux hommes»). Ces objets, particulièrement insolites, rappellent l'esprit ouvert du souverain et son

goût pour les sciences. Ils évoquent pareillement des méthodes pédagogiques avancées.

L'intérêt du roi pour ses enfants se manifeste une fois de plus à travers cet extraordinaire globe terrestre et céleste commandé en 1786 et offert aux Enfants de France afin de leur donner l'envie des découvertes et les sensibiliser à la géographie.

LE TEMPLE

Cependant les événements s'accroissent: départ de Versailles et installation aux Tuileries; journées des 20 juin et 10 août 1792, puis incarcération au Temple. Dans la tourmente des événements, on aurait pu croire que tout vestige, tout souvenir avait été définitivement englouti.

Il n'en est rien. Ce sont ces objets qui illustreront la seconde partie de l'exposition. Certains d'entre eux ont été en contact direct avec Louis XVII. Ils évoquent de façon saisissante la vie au Temple, comme les quinze pièces du mobilier original du Temple issus d'une collection particulière et présentés pour la première fois au public.

Sur la vie au Temple, nous sommes encombrés d'idées reçues. Il faut mettre ce précieux bagage de côté, pour découvrir les factures des fournitures en tout genre livrées pour l'usage des captifs, démontrant que le confort relatif dans lequel les prisonniers se trouvaient installés, entendre le témoignage de la veuve Simon sur l'amour qu'elle porte sur son «petit Charles», pour comprendre la part d'exagération des mauvais traitements infligés à l'enfant. Scandaleuse proposition objecteront certains. La tour du Temple n'était pas un lieu de villégiature !

Louis Charles.
Louis Charles
Louis Charles
Louis Charles
Louis Charles
Louis Charles

C'est vrai. Mais l'oppression dont ces personnages ont été victimes, ne résidait pas dans d'imaginaires privations. Elles se manifestaient constamment dans l'impossibilité de se défendre des accusations renouvelées (plumes, papier, encre.. tout avait été retiré dès la fin septembre afin que les prisonniers ne puissent communiquer avec l'extérieur). Elle se dévoile dans l'ignorance rigoureusement entretenue de ce que sont devenus les serviteurs fidèles qui se sont rassemblés le 10 août autour du roi et qui, pour le suivre, se sont portés prisonniers volontaires.

C'est pour Louis XVI des interrogations perpétuelles sur la conduite des affaires. (Ses ultimes pensées iront envers ces petites gens qu'il aidait sur sa cassette per-

sonnelle et qui, entièrement démunis, se verront suspectés et recherchés). C'est la douleur de la guerre civile devenue inévitable, c'est la contrainte de devoir quitter sa famille et ses enfants en les sachant livrés aux caprices de Paris.

Les vexations journalières au moment de la promenade ne sont rien en comparaison de ces angoisses. Cette attitude si haute de Louis XVI, Marie-Antoinette et de Madame Elisabeth bouleverse certains gardiens, comme Cléry, qu'on avait placé là pour espionner.

Après le 21 janvier 1793, c'est au nom de l'enfant-roi que le comte de Provence (futur Louis XVIII) prend la régence du royaume et nomme son frère Artois (futur Charles X) Lieute-

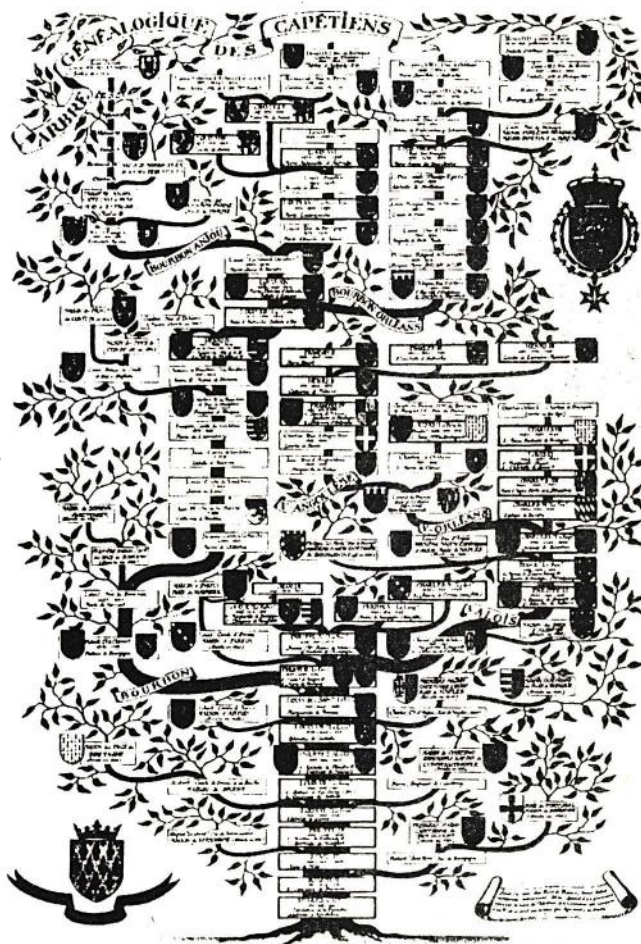
mant général. C'est en évoquant Louis XVII que se soulèvent les populations de Vendée, les villes de Lyon et de Toulon. Un gouvernement provisoire s'installe, bat monnaie, délivre des passeports, faits tenir les registres d'état civil. Une collection particulière qui n'avait jamais été présentée illustrera ce thème.

En juin 1795, le gouvernement de la République annonce officiellement le décès de l'enfant. Très vite, une thèse de survivance s'insinue dans le public avant que n'apparaissent près d'une quarantaine de prétendants dont nous évoquerons la personnalité pour les plus marquants: Mathurin Bruneau, Hervagault, le baron de Richemont, Charles Naundorf...

En conclusion cette exposition évoquera l'érection sous la Restauration d'une abbaye bénédictine à Vauhallan: Saint-Louis du Temple, dont la Prieure, la princesse Louise-Adélaïde de Bourbon-Condé, avait connu les fastes de Chantilly et de Versailles.

(texte établi à partir du dossier de presse - J. Charles, Fl. Claval, M. Desbiez)

Pour le Millénaire...



Ce magnifique Arbre Généalogique comprend tous les Rois de France, de Hugues Capet à Louis-Philippe, et jusqu'au Chef actuel de la Maison de France, avec les armoiries royales et les armes des Reines et des branches cadettes.

La mort du Roi en direct

tille à certains épisodes chouans, ce récit romanesque (c'est le moins qu'on puisse dire) a pour protagonistes Sophie Marceau, Jean-Pierre Cassel, Philippe Noiret, Lambert Wilson, Stéphane Freiss, Charlotte de Turckheim... Jérôme Tonnerre et Daniel Boulanger sont les co-

C'est un document de référence indispensable à une bonne connaissance de notre histoire, imprimé en huit couleurs en à-plat façon litho, sur papier vergé à l'ancienne, format 64 x 48 cm, ce qui en fait aussi une gravure fort décorative.

A la suite des «Mariés de l'An II», Philippe de Broca pour ce feuilleton à surprise, est l'auteur d'un scénario l'une d'entre elles et non la «original», prétexte à un moindre, étant de voir notre film de longue durée (3 à 4 h) bon roi se débattre aux prises dont la sortie est prévue pour avec quatre ou cinq gardes le 16 mars prochain. Histoire nationale avant que de rendre d'amour ayant pour toile de dire le dernier soupir dans le fond la Révolution française per ectionné de M. caise, de la prise de la Bas-Guillotin...

Les Châteaux Royaux d'Ile-de-France et du Val de Loire le vendent bien entendu à leurs visiteurs. Mais vous ne le trouvez pas en librairie...

Pour recevoir votre exemplaire par retour de courrier, il vous suffit d'adresser un chèque de 70 francs (frais de port compris) à :

ÉDITIONS D'ART DANIEL DERVEAUX
5 rue Cunat, 35400 • Saint-Malo

Royalisme et Traditionalisme

à propos d'un livre de S. Rials

Le dernier livre (1) de Stéphane Rials (2) se compose d'une série d'articles parus ces dernières années et ressemble à l'ébauche d'une étude systématique de la période considérée. On y trouve une sorte de grille explicative qui laisse cependant le lecteur sur sa faim car l'auteur apparaît prisonnier de la théorie des deux blocs antagonistes et ne fait aucun effort pour la dépasser.

Pire il essaie de la systématiser et pose, suivant une méthode que l'on commence à bien connaître et dans laquelle sont passés maîtres les gens du **Figaro-magazine**, des équivalences entre hier et aujourd'hui qui se résumeront ainsi: la gauche, la révolution et le dirigisme étatique s'y confrontent à la droite, la contre-révolution et un libéralisme que Rials veut «exigeant».

Cette méthode fondée sur une série de présupposés à dominante polémique ne peut que déboucher sur un cul de sac et Rials lui-même veut bien le reconnaître. Définissant, dans la lignée de Burke et des autres maîtres qu'il s'amuse à ranger «à droite», la révolution comme un constitutionnalisme volontariste faisant du passé table rase et prétendant tout reconstruire à la lumière de la Raison, notre historien du Droit se trouve tout naturellement conduit à privilégier le facteur Temps, les tâtonnements de l'histoire, l'imperceptible cheminement

des erreurs humaines qui, dans le meilleur des cas, donneront la constitution anglaise où se lit en filigrane, d'après de Maistre, la main divine.

Une telle vision de l'histoire débouche bien plus sur une leçon d'humilité que sur un encouragement à utiliser l'expérience en vue d'une reconstruction.

Tel est le libéralisme «exigeant» de Hayeck auquel se réfère Rials: implicitement religieux et marqué par le péché originel, il élabore une dichotomie entre providence (cachée) et volonté humaine (tonitruante et dévastatrice) et se rabat sur la première dans l'espoir de voir refleurir, après le temps de l'étatisme, celui des «ordres autogénérés» fondés sur une mutuelle limitation des pouvoirs. Ce libéralisme «exigeant» participe ainsi, du point de vue pratique, de la même croyance aux lois du marché que le libéralisme «ordinaire», et l'on peut se poser la question de son efficacité. Rials l'admet encore: «*Qu'elles soient nostalgie de la société organique d'Ancien Régime, d'un «avant» de la politique idéalisée, du rêve d'une société libertarienne (2) sans Etat (ou presque) et donc sans volonté, les droites sont condamnées à l'utopie ou à l'inexistence. Aujourd'hui du moins*» (3).

Quant à la volonté reconstituante d'un Maurras et de son «politique d'abord», Rials la rangera dans la ca-

tégorie «révolutionnaire» (terme chez lui fortement péjoratif).

LA TRADITION COMME VOLONTE

Reprenons avec Rials les trois termes de conservatisme, réaction (ou contre-révolution) et révolution qui meuvent les pensées royalistes. Il nous semble très difficile de les aligner dans un ordre chronologique qui correspondrait en gros, à l'effilochement progressif de l'ordre ancien. Il s'agit plutôt, à notre avis, de voir qu'ils se conjuguent et se dosent en des proportions variées d'après un rapport qui touche au rêve politique, au Temps et à l'organicisme. N'en déplaise à Rials, la volonté re-constituante remonte bien plus loin que Maurras. Le néo-royalisme, celui de la «révolution rédemptrice», n'est pas si nouveau que cela.

Burke lui-même, en qui Rials décèle un héraut du libéralisme hayékiens, n'attendait pas on ne sait quelle intervention providentielle pour combattre la révolution. De même, voir en lui un conservateur peut prêter à confusion. C'est, tout d'abord, faire bon marché de son insistance à réclamer des réformes dont certaines vont bien plus loin que de simples ajustements. C'est ensuite s'aveugler sur la réalité de sa démarche. Lorsqu'il décrit, en des ter-

mes fort proches de ceux de Chateaubriand, la fin d'un certain type de société, Burke dévoile, par contrecoup, quelle est celle pour laquelle il va se battre. L'ancienne ? Certes, mais l'ancienne aussi idéalisée que l'âge d'or, gréco-latin aussi bien que millénariste, après lequel courent les révolutionnaires; Burke, lui, se contente de lire le passé immédiat - jusqu'au Moyen Age quand même - et ce qu'aurait pu être un avenir proche, à l'aune des valeurs que l'époque révolue était supposer incarner. «*The age of chivalry is gone*»: toute une idéalisation en ces quelques mots, toute une méconnaissance de ce qu'était devenue son époque, mais, en même temps, une perception assez juste de ce que sera le «nouveau» siècle, de son mépris pour l'homme, de son écrasement de la femme et de l'enfant, du règne de la quantité et de la machine. Pour compléter Burke, Tocqueville n'aura qu'à ajouter que le 18e siècle en monarchie c'était aussi, et déjà, cela. Mais cette entreprise de re-construction d'un monde aura été bien lancée, contre le mouvement du Temps.

Ainsi, et dès le début, contre la «lettre» de la Contre-Révolution qui fonde son apologétique sur les bienfaits de la durée, une re-construction s'impose, venue presque d'**ex nihilo** pourrait-on dire tant la rigueur dogmatique d'un Bonald et le théocratisme d'un de Maistre viendront élever - face à une tradition «nouvelle» qui se pose peu à peu et qu'ils méconnaissent -

une tradition «ancienne» qu'ils ne connaissent guère mieux et qui correspond plutôt à leurs pieux désirs. Par la force des choses, et une similitude d'esprit qu'il faudrait creuser, la Contre-Révolution colle aux mythes de la Révolution et ne fait que les démarquer.

UTOPIE ET RAISON

Gardons-nous cependant de lui jeter trop vite la pierre. De Maistre et Bonald, qui ne sont réactionnaires que pour les myopes, essaient de prévoir l'avenir. S'il ne sert à rien de masquer leurs aveuglements - ne songeons qu'à Bonald rêvant d'une société agraire qui n'est d'ailleurs ni plus ni moins ridicule que les dissertations spartiates en langue française d'un Saint-Just - on peut lire aussi chez eux, avec le constat désespéré de la direction prise par la modernité, une tentative tout aussi désespérée pour lui **créer** une réponse adaptée. L'un et l'autre ont finalement noté l'atomisation en cours et ont cherché le principe d'unité qui résisterait aux forces centrifuges. Il y a dans la **Théorie du Pouvoir politique et religieux**, une conception très moderne de la monarchie clé de voûte qui se fait jour au milieu d'un autoritarisme benoît. Si la monarchie y est le seul principe constitué, pour abusif que cela soit (même dans une perspective traditionaliste), c'est qu'il faut retrouver, ou recréer de l'unité au plus vite, lorsque l'individualisme en fait sentir le plus violemment la nécessité. Face à l'explosion des nationalismes,

mes, c'est surtout vers le futur que va le théocratisme de de Maistre lorsqu'il cherche à soumettre tout pouvoir politique à l'arbitrage hiérarchique de la papauté: saugrenu et anti-traditionnel ? certes, mais déjà révolutionnaire, volontariste - et peut-être prophétie **a contrario** sur les déchirements irréparables des 19e et 20e siècles, anticipations sur Maurras voyant dans l'Eglise «*la seule internationale qui tienne*» - étrangement d'ailleurs, il faudra pour cela, contre de Maistre et les zouaves pontificaux, que le pouvoir temporel des papes soit réduit au dérisoire Vatican. En un mot, ni Burke, ni Bonald, ni de Maistre, ni Maurras à plus forte raison, ne veulent refaire la monarchie d'Ancien Régime - bien plutôt ils la bousculent, la rêvent, la transforment, en font, parfois inconsciemment, le **prétexte** à une institution moderne et, par là-même, comme les révolutionnaires, intègrent le Temps à une donnée humaine, plus malléable qu'on ne croit, à la fois transcendante et immanente dans l'entremêlement du sens de l'histoire, de la providence, et de l'effort humain et que le Politique d'abord (ou l'avant-garde consciente du prolétariat !) peut faire rentrer, de force si besoin est, dans une rationalité.

C'est ici qu'il faut analyser de plus près le terme d'**organicisme** auquel les contre-révolutionnaires se sont généralement référés. Toute société y étant assimilée à un corps humain s'y inscrit entre une naissance et une mort,

processus qui affecte bien entendu le pouvoir politique. Reçue, à l'origine, comme une métaphore révélant, contre le constructivisme abstrait des révolutionnaires, l'absolue nécessité du temps et de ses tâtonnements dans l'élaboration de toute forme de constitution, la théorie organiciste finit par se retourner de deux manières contre ses utilisateurs: premièrement, en ce que tout pouvoir de fait, au bout d'un laps de temps certes dur à déterminer, se «légitimise» - et c'est ainsi que de Maistre admet la déchéance des Stuart au profit des Hanovre, au moins en ce que la première branche était «promise» à l'extinction; et par voie de conséquence, en ce que tout ordre semble appelé à disparaître. Chateaubriand ne pouvait mieux tisser son propre linceul qu'en appelant le futur comte de Chambord à prononcer la déchéance de la monarchie et l'émancipation du peuple jadis relié à elle par une étroite relation familiale.

C'est contre de telles conséquences que Maurras se dressera, tout attaché qu'il fût à cette terminologie ancienne, et qu'il remettra en honneur les positions «dirigistes» que l'on sait. Une société n'est pas une famille, encore moins un individu - sauf si on accepte les divisions comme un fait de nature, rejetant ainsi tout simplisme paternaliste - et les correspondances terme à terme et maladroites, dont le 19^e siècle fut si friand, résistent mal à une lecture même

hâtive des principaux textes. Le propre du néo-royalisme maurrassien, c'est d'avoir fait clairement rentrer le volontarisme dans le temps et d'avoir ainsi montré que la monarchie devait être capable de survivre aux transformations qu'une prise de conscience, quelle qu'elle soit, peut imposer au corps social.

C'est ainsi que le rapport entre conservatisme, réaction et révolution ne s'y limite pas aux réactions organiques contre la maladie sociale dont parle Bernanos ! Il est, en fait, bien davantage, une façon de dépasser la mortalité des institutions et de viser à la création d'une forme éternelle parce que rationnelle. Entreprise frappée au coins de la démesure ? Tragédie de la volonté humaine affrontée à ce qui la dépasse ? Peut-être, mais il s'agit surtout d'une entreprise de résistance à des enchaînements trop faciles.

Voir dans la Révolution le volontarisme et dans la Contre-Révolution l'humilité de l'expérience perpétue des clichés à la fois commodes et sans avenir politique. C'est toute une synthèse, au contraire, qui se met aussitôt en marche, à partir de Burke. Ce temps qui vient d'apparaître, et dont la fonction semblait ne pas se poser dans la politique des siècles «classiques», il faut en faire le plus sûr allié d'une volonté ré-organisatrice. Ce n'est pas retomber dans les ténèbres du dehors de la «Révolution»; c'est tout simplement marcher sur ses deux jambes.

Norbert COL

(1) Révolution et Contre-Révolution au 19^{ème} siècle, coédition DUC-Albatros, 1987.

(2) Professeur de Droit, Stéphane Rials est entre autres l'auteur de *Les idées politiques du pdt G. Pompidou* (PUF 1977) et d'un «Que sais-je ?» sur le «Légitimisme» (1983). Militant royaliste, il a été ces dernières années l'un des principaux artisans de la percée médiatique du duc de Cadix, le prétendant espagnol à la couronne de France.

(3) Où le libéralisme «exigeant» recoupe le langage d'Alain Madelin qui lance un appel aux «libéraux libertaires». Voir «Le malin Madelin» in «Royaliste» n°461.

(4) Révolution et Contre-Révolution au 19^{ème} siècle, p.28.

Comte de Paris ou duc d'Anjou ?

C'est finalement l'alternative que semblait proposer l'émission «Caméra 2» de Michel Honorin sur les Capétiens le 23 juillet 1987 après un tour d'horizon de toutes les prétentions possibles au trône de France, de Charles-Louis de Bourbon descendant de Naundorf à la reine d'Angleterre supposée reprendre les prétentions d'Edouard III. L'émission fit donc la part belle au duc «d'Anjou» et de Cadix qui en occupait toute la partie centrale, faisant entre autre visiter Madrid aux journalistes... Il est vrai que ce prince capétien parle français presque sans accent et passe bien à la télévision. Ses interlocuteurs ont mis en valeur le fait que le prince Alfonso prétendait aussi au trône de son cousin Juan-Carlos (tout en rappelant qu'il avait accepté celui-ci comme roi) aussi bien qu'au trône de France (tout en disant qu'il ne prétendait à rien mais qu'il était seulement l'aîné des Capétiens). Dans l'émission cette dernière affirmation se voyait immédiatement contredite par Jacques de Bourbon-Busset qui peut, lui, prétendre à ce titre mais dont la branche n'est pas dynastie pour cause de mariage non-reconnu, et peut-on dire, de renonciation tacite, notamment au moment de l'accession de Henri IV au trône...

Etre dynaste ou pas, telle est la question. Celle que les «légitimistes» ne posent jamais, se contentant de généalogie et de plus proche parenté... Mais pour

arriver aux princes de leurs rêves il leur faut négliger les capétiens les plus anciens: Bragances, Bourbons-Busset... (par force, puisque la France, la Monarchie, n'en ont pas tenu compte - car ils n'étaient plus

dynastes - au moment où la question de leur accession au trône aurait pu se poser) et ne retenir que les descendants de Philippe V d'Espagne (1) (ce que seule une coupure dans la continuité de la conscience his-



Communiqué de S.A.R. le prince Henri de France

L'Histoire se répète : les Guise, soutenus par une droite ultra et par le parti étranger des Espagnols, ont, du temps de Henri IV, réclamé l'héritage de Charlemagne... Actuellement une certaine extrême-droite veut faire ressurgir les droits hypothétiques d'Alfonso de Bourbon et Dampierre (prince espagnol) à la couronne de France.

Afin d'écarter toute confusion dans les esprits, il faut rappeler que le comte de Paris, mon père, est le chef de la Maison de France et je suis son dauphin. Il est le seul prétendant à l'héritage capétien français et le seul à pouvoir porter les armes pleines de France sur son blason.

Tout au long de notre Histoire, divers princes français de sang royal ont renoncé à leurs droits dynastiques, ils fondèrent les Maisons royales de Portugal et d'Espagne. Un seul s'est vu écarté de la succession dynastique puis y a renoncé tacitement, tout en demeurant français ; le chef actuel de cette Maison de Bourbon-Busset continue à respecter les engagements et les ser-

ments de ses ancêtres, bien qu'il soit, dans l'ordre de primogéniture, l'aîné des Bourbons, avant les Bourbons-Orléans et avant les Bourbons-Espagne.

Devons-nous rappeler aussi que si le comte de Chambord, dernier descendant français direct de Louis XIV, légua des biens immobiliers et mobiliers à ses neveux étrangers, il ne put faire autrement — de par les lois fondamentales de succession dynastique — que de reconnaître pour seul successeur dynastique l'aîné des Bourbons-Orléans.

La République française ne s'y est pas trompée puisqu'elle exila en 1886 les descendants de ceux qui avaient régné sur la France : les Bourbons-Orléans et les Napoléon. Tous les autres Bourbons, même les Bourbons-Busset purent continuer à vivre en France.

Je déplore donc que certains fassent encore et toujours appel, sous couvert de la légitimité, à l'étranger et parent le prince Alfonso de Bourbon et Dampierre du titre français de duc d'Anjou auquel il n'a pas droit.

torique des Français permet de faire sans se ridiculiser complètement). Jamais une telle prétention espagnole n'aurait été possible, ne serait-ce qu'au XIX^{ème} siècle où la conscience de l'essence nationale de la Monarchie était encore forte. A vrai dire que vaut-elle aujourd'hui, malgré la méconnaissance profonde de leur héritage monarchique par les Français ? Ceux-ci sentent bien qu'il y a quelque chose qui ne colle pas dans les prétentions espagnoles. L'émission d'Antenne 2, en insistant sur le rôle politique personnel du comte de Paris, sur une certaine reconnaissance des princes d'Orléans par la République, ses ministres et ses présidents, aura pu faire sentir cette faille dans la prétention alphonsiste. Il reste à l'étayer en raisonnement, c'est-à-dire à faire redécouvrir aux Français en Droit, ce qu'ils savent intuitivement.

Hugues Troussat viendra, à l'automne nous présenter, aux mercredis de la N.A.R. à Paris, l'étude qu'il publie aux éditions Roissard (2) et qui insiste sur la perte de qualité de dynastie qui affecte les princes qui vont fonder des maisons royales étrangères sans esprit de retour. Ce sera un passionnant débat auquel nous vous convions, dans la plus grande cordialité et le plus grand respect des personnes qui a toujours illustré ces réunions.

F.A.

(1) Ce qui les amène à penser que dans l'ordre de succession au trône de France, Juan-Carlos 1^{er} d'Espagne, ou Monsieur Nassau (!), fils du grand-duc Jean de Luxembourg, viennent avant le comte de Paris...

(2) Ce livre est actuellement en souscription (135 F à l'ordre de « Royaliste, jusqu'au 1^{er} septembre »).

Le roi de Tonga: un ami de la France

C'est le 19 juillet dernier que l'on a pu voir à la télévision française (1) le roi de Tonga (cf. « Lys Rouge » n°13, p.2). Sa majesté Taufa'Ahau IV était l'invitée de la France en Polynésie et notamment sur le site d'expérimentation nucléaire de Mururoa en compagnie du premier ministre des Samoa (2). Ces énormes personnages habillés de chemises hawaïennes, que les caméramen filmaient de dos et peinant à monter dans l'autocar, suscitaient le sourire du présentateur... Et pourtant, quel sourire intelligent sur ce visage massif et quelle finesse dans les propos de ce roi d'un archipel entièrement américanisé et qui cherche manifestement à se rapprocher de la France. Position d'autant plus intéressante que l'an prochain le Forum du Pacifique Sud qui condamne régulièrement la France pour ses essais nucléaires aura lieu à Tonga !

J'ai constaté, a déclaré le roi, qu'une population nombreuse vivait autour des lieux d'expérimentation et qu'elle semblait parfaitement protégée et que les risques paraissaient bien contrôlés. Croyez-vous, lui demande alors le journaliste que les premiers ministres australien et néo-zélandais viendront constater sur place comme vous. « -

Je ne pense pas qu'ils le feraient car ils ont une attitude systématiquement hostile » « - Mais pourquoi, selon vous cette attitude ? » « - Tout simplement parce qu'elle les rend populaires auprès de leurs électeurs, et voyez-vous je n'ai pas ce genre de préoccupations... »

P.C.

(1) Dans le magazine « R.F.O.-hebdo » de FR3 à 18 h 35.

(2) Comme Tonga (ou Archipel des Amis) les Samoa sont une monarchie mais il a été constitutionnellement prévu que le dernier roi traditionnel y laisserait à sa mort la place à une république aristocratique...

LES CHANCES DU ROI D'AFGHANISTAN

Le roi Mohammad Zahir Chah, est le fils du général Mohammad Nadir qui a pris la couronne de son cousin Amanullah Kahn. Ce dernier, (émir depuis l'assassinat en 1919 de son père Habibullah Kahn, qui avait régné lui-même depuis 1901 à la suite de son propre père, le grand Abdur Rahman au pouvoir depuis 1880) avait pris le titre de roi en 1926 et s'était efforcé de faire passer un certain nombre de réformes progressistes. Celles-ci avaient déclenché de violentes réactions de la part des intégristes musulmans probablement soutenus en sous-main par les Anglais. Une révolution, animée par un certain Habiboullah, dit le porteur d'eau, ayant mis le pays à feu et à sang, Amanullah avait été contraint d'abdiquer le 17 janvier 1929 en faveur d'un frère aîné qui ne sut pas s'imposer. (Amanullah est mort en 1960 et aujourd'hui son fils, le prince Hassan Durrani* qui vit aux Etats-Unis, prétend à la couronne). En octobre le général Nadir avait su, lui, reprendre Kaboul, rétablir l'ordre à son profit et ceindre la couronne. Il fut assassiné en 1933 par un étudiant, lors d'une cérémonie de remise des prix. Zahir Chah, âgé alors de huit ans, lui succéda donc. Mais la régence fut d'abord exercée par Hachem (1933-1946) puis Chah Mahmoud qui restera à la direction des affaires jusqu'en 1953 pour

faire place au prince Daoud, fils d'un frère de Nadir. En tant que premier ministre, ce cousin germain du roi mena une dangereuse politique de rapprochement avec les Soviétiques, entre autres pour donner plus de poids à son pays dans son différend frontalier avec le Pakistan. Zahir Chah régna seul à partir de 1963 - une constitution étant promulguée en 1964 - et se montra un roi libéral et prudent. A la suite d'une grande famine qui devait nuire à son prestige, le roi fut renversé par son cousin Daoud le 16 juillet 1973. Celui-ci devenait le premier président de la République, avant d'être éliminé en 1978 par des militaires encore plus pro-soviétiques que lui. Ce fut le début d'une suite de complots et de meurtres sans fin mettant aux prises les deux partis communistes du pays; puis l'intervention massive des Soviétiques en 1979 et le soulèvement de la population...

Et maintenant Gorbatchev propose le retour de l'ancien roi d'Afghanistan ! « Le Matin » a semblé prendre la chose au sérieux en consacrant une page complète à cette curieuse initiative. Un tel retour est-il possible ? Les exemples historiques ne manquent pas qui montrent que la légitimité royale peut être utilisée par des révolutionnaires même communistes (l'exemple du dernier empereur de Chine

dont nous parlons par ailleurs, l'exemple de Sianouk, à la limite le roi Michel de Roumanie...). Cependant il faudrait que Zahir Chah manifestât un quelconque désir de rentrer: premier problème. Deuxièmement tous les princes de la maison royale susceptibles de le seconder utilement voire de lui succéder semblent avoir été massacrés dans les divers coups d'Etat des années 70 et le roi est si vieux. Troisièmement, les chefs de la résistance sont majoritairement des intégristes islamiques pour lesquels la monarchie est déjà une forme de dégénérescence occidentale, sans parler de la «scandaleuse» occidentalisation de la famille royale. De plus, les résistants royalistes affirmés sont isolés des aides extérieures les plus efficaces.

Reste la population. La monarchie afghane était un système où le monarque était le seul point commun entre des tribus plus ou moins nomades, rivales voire en guerre ouverte, et des populations sédentaires soumises à un régime féodal très lourd. Or ce système tribal et féodal a en large partie éclaté avec l'exil de millions d'Afghans, la disparition d'un certain mode de propriété et des élites sociales anciennes. Il est probable qu'un sentiment nationaliste de type nouveau est en train de s'affirmer.

Que reste-t-il du sentiment monarchiste populaire ? Le renouveau de l'Islam l'a-t-il effacé ? Dans les premiers temps de la révolution communiste, les nouvelles autorités avaient tenté de discrediter la famille royale en montrant à la télévision des films d'archives où les princesses jouaient au tennis en jupes courtes, où les princes semblaient boire du whisky... Mais la réaction du public ne fut pas la réprobation escomptée. Au contraire cette évocation d'un temps plus libre eut tant de succès que cette forme de propagande «anti-monarchiste» fut vite abandonnée. Deuxième constat: les commerçants ont la nostalgie des années 60-70 et les seuls billets à avoir cours dans tous le pays, y compris le bazar de Kaboul, sont ceux où figurent le portrait du roi... Question de confiance.

Les récentes propositions de Mohamed Najibullah (cf «Libération» du 16 juin) de «partager» le pouvoir avec les royalistes donnent tout de même une crédibilité nouvelle au ballon d'essai de Gorbatchev.

P. Chassard

• De la dynastie Durrani, fondée en 1747: Jamil Khan Barakzai (1747-1773) - Payinda Khan (1773-1800) - Dost Mohammed 1819-1839, 1842-1863 - Afdal - Abdur Raham



Surprenante initiative du numéro un soviétique

Gorbatchev propose le retour de l'ancien roi d'Afghanistan

En suggérant un recours à l'ex-roi d'Afghanistan pour mettre fin à la guerre, Mikhaïl Gorbatchev ne cherche pas seulement à régler un problème international en évitant l'expansion redoutée de l'extrémisme musulman. Il a besoin de mettre fin à un conflit très mal ressenti sur le plan intérieur.

□ En ayant bien pesé ses mots, c'est-à-dire dans une interview accordée à l'*Unita* par écrit, le secrétaire général du Parti communiste soviétique a clairement expliqué que le recours à l'ex-roi d'Afghanistan faisait partie des solutions de compromis envisagées par l'Union soviétique. Mikhaïl Gorbatchev officialise ainsi les rumeurs qui circulent avec insistance depuis plusieurs mois à Moscou. Rumeurs dont la propagation n'est pas seulement destinée à la consommation occidentale.

soviétique. Avec deux points qui symbolisent bien la tonalité intérieure et la tonalité extérieure des « doutes » soviétiques : d'abord cette guerre reste meurtrière pour les soldats alors que personne ne peut la gagner ; ajoutent-ils, nous redoutons qu'un départ mal organisé débouche sur la prise de contrôle du pays par des musulmans intégristes.

UNE GUERRE POUR L'OCCIDENT

Sur ce dernier chapitre, les Soviétiques sont intarissables et expliquent qu'ils ne pensent pas qu'à eux ; bien sûr, disent-ils, nous n'avons pas envie que des « Fous de Dieu » s'installent à nos frontières et contaminent nos musulmans ; mais nous n'avons pas l'impression que les pays occidentaux et les Etats-Unis aient intérêt à ce que ces fanatiques possèdent une nouvelle base territoriale.

La guerre en Afghanistan fait partie des problèmes intérieurs pour lesquels la nouvelle équipe

soviétique cherche désespérément une solution « honorable ». Le mot qu'utilisent volontiers les officiels soviétiques quand ils soupirent sur cette « guerre qui n'en finit pas » ; en ajoutant que Leonid Brejnev a commis une de ses plus funestes erreurs et qu'il aurait dû trouver un autre mode d'intervention dans un pays où « personne ne contestait la présence soviétique ».

Les propos de ces commentateurs sont répercutés à différents échelons de la société

L'Occident ne peut pas approuver la guerre que nous menons, c'est évident, mais d'un certain point de vue il devrait mieux prendre conscience qu'elle est en partie, au moins, menée pour lui. Sur ce point, les Soviétiques sont particulièrement résolus : comme une certitude à laquelle ils s'accrochent.

Dans la population, il y a longtemps que la guerre afghane est ressentie comme une tragédie quotidienne, comme une angoisse permanente qui n'épargne aucune famille : il y a les morts, il y a les blessés et tous les soldats qui reviennent marqués pour des années si ce n'est pour toute leur vie.

Marqués par ce qu'ils ont vu ou fait, marqués par les habitudes de drogue prises en Afghanistan. Pendant leur séjour, tous les Afghans se font un plaisir de leur vendre des drogues douces ou dures. Les officiers ne sont pas épargnés par les dégâts psychologiques, et l'organisation des trafics de stupéfiants.

Depuis un ans au moins, des journaux et des reportages télévisés ont insisté, avec plus ou moins de légèreté, sur les jeunes traumatisés par leur séjour en Afghanistan où la durée du service a d'ailleurs été réduite.

Car ce conflit, même au temps où il s'agissait d'un sujet tabou et où l'on cachait les morts, n'a jamais été l'objet du moindre consensus en Union soviétique. Y compris dans le noyau dur de la société communiste du pays. Pour des raisons qui tiennent d'abord à la xénophobie plus ou moins exprimée selon le niveau des interlocuteurs.

Toutes ces raisons additionnées au premier rang desquelles vient le rejet quasi unanime de la guerre, expliquent que l'équipe de Mikhaïl Gorbatchev ait entrepris depuis longtemps de chercher une solution qui préserve à la fois les intérêts et la fierté du pays. D'où la multiplication des ballons d'essais qui sont autant d'invites à des partenaires occidentaux pour trouver une solution. Mais évidemment, on ne voit pas pourquoi les pays européens se précipiteraient pour aider l'URSS à se tirer du guépier, dans lequel elle s'est fourrée il y a six ans.

CLAUDE-MARIE VADROT

Article
paru dans
« Le Matin »
le 22 mai 1987.

AFGHANISTAN

La guérilla abat un hélicoptère

La guérilla afghane a abattu samedi, dans la province du Balkh, située à la limite de la frontière soviétique, au nord de l'Afghanistan, un hélicoptère Mi-8 qui transportait 14 personnes. Selon l'agence Tass qui a donné l'information lundi, l'incident s'est produit au moment où des dizaines de personnes assistaient à Kaboul, aux funérailles des 53 victimes de la destruction d'un avion de ligne afghan, abattu le 11 juin dernier.

L'agence soviétique a également fait état hier, des propos tenus mercredi dernier par le numéro un afghan, lors de la réunion du plénum du comité central du Parti communiste afghan (PPDA). Mohamed Najibullah a ainsi proposé aux partisans de l'ancien roi d'Afghanistan Zahir Shah, de faire partie d'un gouvernement de coalition. Il est « nécessaire de prendre en considé-

ration » le point de vue des rebelles afghans qui ont accru leurs activités militaires depuis que Kaboul a proposé de manière unilatérale un cessez-le-feu, a-t-il estimé.

Mohamed Najibullah a précisé que cette coalition ne serait pas purement symbolique. « Nous aurons à partager le pouvoir, a-t-il affirmé, et nous n'insistons pas pour que ces partis soient d'accord avec le PPDA sur les problèmes de théorie, de stratégie et de tactique. »

Dans une interview à l'*Unita*, Mikhaïl Gorbatchev avait affirmé que

l'URSS « n'interférerait pas » dans la recherche par les dirigeants afghans de partenaires « émigrés à l'étranger ». Une allusion à l'ancien roi d'Afghanistan qui vit actuellement en Italie. Youli Vorontsov, le premier vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, qui se trouve actuellement à Téhéran, a quant à lui, évoqué lundi « le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan et l'arrêt de toute ingérence dans les affaires de ce pays ». « L'Afghanistan doit être un pays non-aligné et indépendant, gouverné seulement par son propre peuple », a affirmé le responsable soviétique. (AFP, Reuter)

« Libération », 16 juin 1987

Zaher Shah avait été destitué en 1973

L'homme qui ne voulait plus être roi

Mohammad Zaher Shah a régné sur son pays pendant quarante ans. Destitué en 1973, il ne cachait pas son soulagement de n'avoir plus à assumer le pouvoir. Sollicité par différents mouvements de la résistance afghane, il s'est cependant résolu à assumer son destin national et international. Aujourd'hui, il tient peut-être la clé de l'interminable conflit afghan.

□ Mohammad Zaher Shah sera-t-il le premier souverain destitué, dans l'histoire plusieurs fois millénaire de la monarchie, à être rétabli sur son trône... par un régime communiste ? Ce ne serait certes pas le seul paradoxe de la carrière mouvementée de l'ancien roi d'Afghanistan, ce ne serait pas non plus le moindre.

L'homme vers lequel tous les regards se tournent aujourd'hui, y compris ceux du premier secrétaire du Parti communiste soviétique, contraste étonnamment dans sa manière d'être avec la destinée nationale et internationale qu'on voudrait lui confier.

D'une réserve à la limite de la timidité, peu loquace, fuyant les tribunes, on dit même de lui qu'il ne voulait pas être roi et que la monarchie lui pesait. On raconte que ce 16 juillet 1973, de triste souvenir dans la mémoire des Afghans, en apprenant que son cousin Daoud venait de le déposer, il ne cacha pas un certain soulagement.

Il était alors en cure en Italie et, manifestement sans beaucoup de regret, se résolut à l'exil. Installé dans une résidence modeste de la banlieue romaine, il consacra son temps à sa véritable passion, la littérature. Ancien élève du lycée Jeanson-de-Sailly, il maîtrise le français à la perfection. « La lecture du

journal Le Monde est ma seule fenêtre ouverte sur le monde », confiait-il à ses rares visiteurs.

A ceux qui s'avaient de lui poser des questions sur son éventuel désir de retrouver le pouvoir, il répondait : « Personnellement, je n'ai aucune ambition, et d'abord pas celle de rétablir la monarchie. »

Pourtant, les quarante années qu'il passa à la tête du royaume féodal d'Afghanistan (1933-1973) restent dans les mémoires comme quarante années de progrès social, de développement et de relative prospérité. Certes, l'image de ce roi prenant les eaux en Italie, alors qu'une effroyable famine ravageait son pays (1971-1972) et que

compte de l'état de la résistance et lui suggérèrent l'idée que lui seul pouvait, grâce à son prestige, fédérer les efforts des combattants, du moins des éléments les plus modérés.

Zaher ne fut manifestement pas insensible à cet appel. En juin 1981, il sortit pour la première fois de sa réserve, affirmant prudemment qu'« il est du devoir de chaque patriote de servir son pays totalement et sans condition ». « Je ne me considère pas comme une exception à la règle », ajouta même le souverain déposé, comme pour signifier clairement qu'il faudrait désormais compter avec lui pour écrire l'histoire de l'Afghanistan.

de la résistance à Peshawar et dans le monde ». Il se pose enfin en véritable chef militaire en affirmant que les « combattants de la liberté sont prêts à se battre jusqu'à la mort ».

ACCUSÉE D'AVOIR VENDU SON PAYS

Le roi est habile politique, à aucun moment cependant il ne se lance dans la diatribe idéologique contre Moscou. Au contraire, il rappelle en toute occasion que, du temps de son règne, il observait la plus parfaite neutralité vis-à-vis de son puissant voisin. Moscou ne peut pas être insensible à cette attitude et encore moins aux propos de certains chefs des moujaheddin, qui affirment que, si « Zaher Shah revient et s'il convainc les Soviétiques de se retirer, la résistance cessera ».

Certes, les factions les plus dures ont déjà fait savoir qu'elles ne se reconnaissent pas dans l'autorité de ce pouvoir séculier. Le chef musulman fondamentaliste M.A.R. Sayaaaf, dirigeant de la branche la plus active de la résistance, ne cache pas son hostilité au souverain, qu'il accuse « d'avoir vendu son pays aux Russes ».

« Le roi n'a pas de troupes, remarque un autre chef, et les modjaheddin ne se battent pas pour lui. Mais il est un drapeau et, s'il obtient le départ des Russes, les Afghans le suivront. » Moscou semble avoir compris le parti qu'il y a à tirer d'une figure aussi symbolique que raisonnable.

Selon certaines rumeurs, des émissaires du Kremlin lui auraient rendu visite dans sa retraite romaine, il y a quelques semaines. L'homme qui ne voulait plus être roi, rétabli sur son trône par la volonté de la patrie du communisme, ramènera-t-il à la raison les combattants de Dieu ? L'histoire de l'Afghanistan est riche en paradoxes.

LAURENT MUNNICH



les tribus désemparées se disputaient les dernières racines de la terre, n'augmenta pas son prestige.

Le peuple pourtant semble avoir pardonné, sinon oublié. « Quand reviendra-t-il Zaher Shah, notre roi ? » Entre une prière et un raid sur les bases soviétiques, les mojaheddin les plus modérés évoquent avec nostalgie le souvenir de leur souverain. Bientôt, les premiers émissaires partirent pour Rome, lui rendirent

Petit à petit, le souverain sembla même se prendre au jeu. Dans une interview au magazine américain Newsweek (avril 1984), on découvre, derrière les propos nuancés de l'homme, l'envergure d'un chef unificateur de la résistance, bien décidé à libérer son pays de l'occupant soviétique. On le surprend à parler de « notre combat ». Il raconte en détail les contacts qu'il noue et entretient avec les « principaux représentants

Le dernier empereur de Chine

La sortie du film que Bertolucci a tourné en Chine même sur le dernier empereur T'sing est préparée par des émissions de télévision et au moins deux livres qui remettent à la mode la Chine des années 1900-1950. Invraisemblable période d'anarchie où les puissances occidentales se sont disputé les richesses chinoises avec un cynisme et une absence de vue à long terme proprement sidérants !

P'ou-Yi avait succédé à la terrible impératrice Ts'eu Hi en 1909, à l'âge de trois ans. En 1912 il était contraint d'abdiquer et la République, proclamée par Sun Yat-Sen, s'installait dans l'indifférence des foules et dans les intrigues politiciennes de la pire espèce. En 1916, la mort du premier président de la république - qui songeait d'ailleurs à rétablir l'empire à son propre profit - ouvre une période de guerre civile terrible qui prend fin provisoirement par la victoire en 1928 du général Chang Kai-chek. On sait que les Japonais s'empareront de la Mandchourie en 1932 avant de déferler sur toute l'Asie en application d'un plan longuement mûri durant les années précédentes sous les yeux aveugles des occidentaux. Durant toute cette période l'ancien empereur a pu d'abord rester dans la Cité interdite où il a en quelque sorte poursuivi son règne jusqu'en 1924 avec une confortable liste civile, dans un isolement politique à peu près total, mais en gardant une immense popularité auprès des paysans chinois, avant de devenir la coqueluche de la bourgeoisie européenne de l'enclave de Tientsin où il s'est ensuite réfugié.

Edouard Behr, journaliste à qui le producteur du film de Bertolucci a demandé d'écrire une biographie de l'empereur (1), essaie de

rendre compte de la situation: «**Des concessions étrangères sont éparpillées tout le long des côtes chinoises et jamais leur influence et l'arrogance avec laquelle elles prennent leurs distances par rapports aux territoires administrés par les Chinois n'ont été aussi grandes. Les Britanniques, notamment, qui possèdent en Hongkong et Wei Hai-wai deux solides bases « coloniales » et qui ont mis sur pied tout un réseau de puissantes banques dans chaque concession, considèrent presque la Chine comme un de leurs protectorats; officiellement cependant, les Etats-Unis et l'Europe se donnent les gants de traiter la Chine en nation souveraine, membre à part de la Société des Nations et y voient - déjà - un gigantesque marché en puissance pour leur marchandises. Malgré cela, dans toutes les capitales du monde, la Chine ne commande guère le respect: il faut dire que, depuis la « révolution » de 1911, les politiciens républicains à Pékin ont fait tout ce qu'il fallait pour consolider cet état d'esprit. Les gouvernements et les présidents se succèdent avec la même rapidité que sous la IVème République française, suivent le même trépidant mouvement de va-et-vient que les démocrates chrétiens dans l'Italie de l'après-guerre; les députés (quand il y a un parlement, ce qui est relativement rare) achètent ouvertement leurs sièges (...) Plutôt que de se livrer de véritables batailles, les seigneurs de la guerre s'adonnent à des jeux guerriers, fort lucratifs pour eux, mais ruineux pour le**

pays. Leurs allégeances ne sont jamais que temporaires, leur loyauté est à vendre au plus offrant. Des millions de drogués alimentent un gigantesque trafic de morphine, héroïne et opium, à peine clandestin. Durant les deux années immédiatement postérieure à l'expulsion de P'ou-Yi hors de la Cité interdite, l'instabilité politique du gouvernement central à Pékin est telle que le professeur James E. Sheridan, le plus grand expert sur l'histoire politique de la Chine dans les années 1920, écrira par la suite que «les cabinets ministériels n'avaient pas plus de substance qu'un souverain de cinéma».

P'ou-Yi, le descendant légitime de la dynastie des T'sing, devient soudain, tout déposé qu'il est, un nouveau joker dans ce jeu compliqué et à peine compréhensible».

A l'aide de l'ouvrage de David Bergamini, **Japan's Imperial Conspiracy**, Behr démonte ensuite le mécanisme du plan japonais, dressé par Hiro-Hito en personne, pour qui P'ou-Yi est depuis toujours un éventuel atout. On sait la suite: l'ancien empereur pourra remonter sur un trône, celui du Mandchoukouo (la Mandchourie de ses ancêtres) sur lequel il régnera de 1934 à 1945, mais ce sera pour le compte des Japonais et sans pouvoir secouer la tutelle de ses protecteurs ni envisager sérieusement de retrouver son palais de Pékin. On sait moins qu'ensuite l'empereur fut le prisonnier des Soviétiques qui le traitèrent plutôt bien en Sibérie, avant de le remettre aux communistes chinois victorieux, en 1950. Ce que l'on sait encore moins c'est que là, il suivit neuf années de «rééducation», en quelque sorte sous la protection de Chou En-Lai, révolutionnaire issu d'une famille aristocratique, qui devait permettre à l'ancien empereur de s'installer en 1960, modestement mais tranquillement, à Pékin où il mourut en 1967, en pleine période de révolution culturelle. Ce que l'on ignore enfin généralement, c'est que la plupart des membres de la famille impériale qu'il aient ou non suivi leur chef dans toute son aventure, vivent actuellement à Pékin, certains occupant des fonctions officielles, d'autres vivant de leur art (cf. «Lys Rouge» n°16 sur P'ou-Song Tchang, 68 ans en 82, arrière petit-fils d'un prince Tao Kouang, «conservateur des tombeaux et régents des affaires royales») ou de leur travail en usine.

Le régime communiste entendit rentabiliser cette rééducation exemplaire et P'ou Yi dû rédiger une longue confession: «J'étais empereur de Chine» publiée une première fois

en 1964 et traduite dans plusieurs pays et qui s'est, depuis, vendue à plus d'un million d'exemplaires.

On s'aperçoit que les textes et documents sur ce personnage exceptionnel abondent. Mais peu sont fiables, pas plus que les témoignages d'anciens familiers, et le mystère reste finalement presque entier sur la personnalité réelle de l'empereur.

Brian Power, autre journaliste, qui connaît très intimement la Chine a fait, à partir des mêmes documents qu'Edward Behr une évocation psychologique de P'ou-Yi (2). Marqué par l'esprit chinois qui s'attache à l'extérieur des choses et peut-être plus encore par le théâtre de marionnettes chinoises Power fait du «dernier fils du ciel» une marionnette, roi-enfant manipulé par son entourage, roi d'opérette propulsé sur le devant de la vie artificielle d'une concession européenne par quelques journalistes mondains, roi fantoche dont les ficelles sont tirées par les Japonais, cadre-communiste enfin.... Il est vrai que beaucoup de choses vont dans ce sens, jusqu'à la démarche raide de l'empereur, sans parler de ses costumes lorsqu'il était enfant. Mais Power en fait trop. Prenons l'exemple de la passion de P'ou-Yi pour les fourmis. Brian Power en tire des effets comiques irrésistibles alors que Behr ferait plutôt de l'empereur un entomologiste distingué, à l'image de l'empereur actuel du Japon toujours présenté comme un spécialiste de la biologie marine, et dont personne ne songe à se moquer. Plusieurs fois la lecture comparée des deux livres montre que Power grossit le trait, voir commet quelques inexactitudes pour les besoins de la démonstration. On lui préférera donc le livre de Behr qui défend la même thèse du personnage éternellement manipulé, mais avec beaucoup plus de subtilité et de respect des documents historiques. Quant à la vérité de l'empereur, elle restera insaisissable. Seul sans doute un autre destin, un cours différent de l'Histoire, aurait pu la révéler sous son jour véritable.

Paul CHASSARD

(1) «Pu Yi, le dernier empereur», Edward Behr, Robert Laffont 1987, 357 pages, généalogie simplifiée des T'sing, 16 planches hors textes de photos historiques et photos du film de Bertolluci, 108 F franco de port au service librairie de «Royaliste». Ce livre a l'inconvénient d'adopter la transcription anglo-saxonne des noms chinois.

(2) P'ou-Yi «Le dernier fils du ciel, 1906-1967», Balland 1987, 302 pages, 107 F franco.

Jacques RENOUVIN

La mère de Bertrand Renouvin vient de disparaître. De nombreux adhérents de la N.A.R. ont pu à cette occasion manifester leur sympathie à leur porte-parole et à sa famille. Cependant, bien peu savent qui ont été les parents de Bertrand Renouvin. Car ce dernier a toujours refusé d'utiliser le sacrifice de son père, comme cela lui aurait été facile, pour ses ambitions professionnelles ou politiques. C'est son choix et sans doute son honneur. Malgré ce silence respectueux nous avons publié («Lys Rouge» n°22, février 1985) un témoignage de Pierre Bécât, le «patron» de Jacques Renouvin lorsque celui-ci débuta dans la carrière d'avocat et son ami avec lequel il partagea les opinions et le combat monarchistes.

Un autre ami de Jacques Renouvin fut Henri Frenay, fondateur de l'Armée secrète et du mouvement Combat, et auteur de plusieurs ouvrages de souvenirs et d'enquête sur la Résistance dont «La nuit finira», paru en 1973, eut un grand succès. Nous reproduisons ci-dessous et dans les pages suivantes quelques extraits de ce livre qui parlent directement de Jacques Renouvin et de son action; les numéros intercalés entre les paragraphes sont ceux des pages dans l'édition du livre de Poche.

NÉCROLOGIE

Une grande figure de la Résistance n'est plus : Mireille Renouvin

BRIVE. — Hier, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard, à Paris, avaient lieu les obsèques de Mme Jacques Renouvin, mère de Bertrand Renouvin, ancien candidat à la présidence de la République en 1971 au nom de la nouvelle action royaliste.

Mme Jacques Renouvin, née Mireille Tronchon, a vu le jour à Tulle. Elle était l'épouse de Jacques Renouvin, le célèbre avocat, compagnon de la Libération, proche de Michelet.

Elle sera arrêtée en compagnie de son mari, en gare de Brive, le 29 janvier 1943. D'autres résistants corréziens comme Delon et Launay seront victimes de la gestapo agissant sur une dénonciation. Sous les ordres de Jacques Renouvin, chef national des corps francs de «combat», de nombreuses actions et coups de mains auront été montés à partir de Brive. C'est sous son impulsion que les résistants se livreront aux premiers sabotages. Jacques Renouvin sera déporté à Mathausen, où il mourra le 24 janvier 1944.

Quant à sa femme, enceinte, elle sera incarcérée au Val-de-Grace, à Paris, puis

assignée à résidence dans sa famille, à Tulle.

Mireille Renouvin était chevalier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite, médaillée de la résistance et des combattants volontaires de la résistance, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris. Elle occupait également le poste de secrétaire générale adjointe des magistrats résistants et était membre du comité de direction du Comité d'action de la résistance.

Article
paru dans
«La Montagne»
et le
«Populaire
du centre»
le 13 juin 1987.

Le siège de R.5 ne sera pas Limoges, mais Brive-la-Gaillarde car c'est là que réside Edmond Michelet. Le premier contact me surprend. L'homme qui me reçoit dans sa maison est le père d'une nombreuse famille à qui, inmanquablement, il va faire prendre de grands risques. Catholique convaincu et militant, son langage est direct, vigoureux. Son élocution se ressent d'une pensée bouillonnante, aussi les mots ont-ils parfois du mal à se présenter dans l'ordre requis. Il deviendra un ami très cher. Son rayonnement dans la région sera grand, car il sait communiquer sa foi. Nous nous sommes immédiatement bien entendus.

À Toulouse, c'est le docteur Parent qui me reçoit. De notre conversation je retire l'impression qu'il est un homme très occupé, mais surtout que son âge et son tempérament ne le portent guère au rôle qu'il devrait jouer. Décidément, cette région n'a pas de chance. Il faudra attendre l'entrée en scène d'André Hauriou et surtout de Jacques Dhont pour qu'elle prenne un véritable essor.

À Montpellier, c'est autre chose. Deux professeurs de droit : Pierre-Henri Teitgen et René Courtin sont les patrons. L'un est catholique, l'autre protestant, ce qui en bordure des Cévennes n'est pas sans importance. Les cours qu'ils donnent à la faculté sont autant de conférences antinazies et anticollaborationnistes. Un public de plus en plus nombreux se donne rendez-vous dans les

amphithéâtres où ils « enseignent ». Les étudiants sont emballés, ce qui arrange bien Jacques Renouvin dont je fais aussi la connaissance.

Celui-ci ne sous-estime pas l'intérêt de la propagande, de la lutte du crucifix contre la croix gammée, mais il pense que l'action directe, à laquelle ses origines et son tempérament le portent naturellement, en est le nécessaire complément. Ancien camelot du Roi, il a acquis de la bagarre une grande expérience et en a conservé le goût. Anti-allemand, il s'était signalé à l'opinion publique par un geste dont beaucoup de Français lui avaient su gré : P.-E. Flandin, au lendemain du honteux accord de Munich, avait jugé bon de télégraphier à Hitler pour le féliciter. C'était plus que n'en pouvait supporter Jacques Renouvin. Sa haute taille le mettant à la hauteur de l'ancien président du Conseil, il avait pu aisément le gifler alors qu'il se préparait à déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu.

Replié à Montpellier, et quelque peu désœuvré, il avait immédiatement commencé à recruter des hommes prêts à le suivre dans les expéditions punitives qu'il accomplissait contre les collaborateurs de la région. C'est ainsi qu'il avait constitué ses Groupes Francs qui opèrent déjà dans sa région sur plusieurs départements : l'Hérault, le Gard, la Lozère.

Très grand, large, déjà grisonnant, frappé d'un léger strabisme que ses lunettes ne dissimulent pas, Jacques Renouvin est un bon vivant du type mousquetaire, aimant la vie sous toutes ses formes, un entraîneur d'hommes aussi, auquel jeunes et vieux, dans ses équipes, seront passionnément attachés. Il devient tout de suite mon ami et accepte de bonne grâce mon autorité.

Il accepte également de devenir le chef des Groupes Francs (les G.F.) au niveau national. Il est donc chargé de recruter et de former dans chaque région un ou plusieurs groupes spécialisés dans l'action immédiate. Ils feront bientôt parler d'eux.

*
* *

Ce ne sera pas simple d'organiser en quelques jours la réunion de notre comité directeur élargi à plusieurs chefs de région, pour lui poser le sérieux problème de l'arrivée de Max et des consignes qu'il nous a apportées. La région de Montpellier, et plus spécialement René Courtin s'en sont chargés. A Nîmes, un pasteur protestant nous donne asile. Autour de la table nous sommes nombreux : Menthon, Alfred Coste-Floret, Claude Bourdet, Chevance, Berty, Demachy, Aubry, Jacques Renouvin, Courtin, Teitgen et moi-même.

Chevance et moi racontons notre long entretien avec Max, son ordre de mission qui fait de lui, et de lui seul, le représentant de De Gaulle en zone libre ; l'argent remis et la promesse d'en recevoir régulièrement et enfin ces étranges consignes.

Nous faisons état des remarques présentées à Max. Aubry et Demachy abondent dans notre sens. Les accepter c'est, en fait, nous placer aux ordres des Services spéciaux de Londres, mais les refuser, même si elles sont difficilement applicables, serait mal augurer de nos relations avec nos amis lointains. Après une longue discussion, nous décidons de faire une tentative loyale, c'est-à-dire d'essayer vraiment d'isoler des autres les activités de l'Armée secrète.

Pendant toute l'année 1942, nous nous y efforcerons

Le lendemain et dans les jours suivants des camarades m'apprennent les arrestations en cascade qui nous frappent. L'un de nos agents de liaison, André Kœhl, a été arrêté à Clermont-Ferrand, porteur de valises pleines de numéros de *Combat*. Sur lui, hélas ! une longue liste de noms et d'adresses rédigés en clair, a été découverte. Atterré, d'heure en heure, j'apprends le nom des emprisonnés : Demachy, Peck, Simone Gouyou, Colin, Crozier, Mme Fradin de Clermont, Emmanuel Mounier, Langlade, Michel Renouvin de Montpellier, Colette Braun de Toulouse et enfin Berty elle-même et Chevance. Bien d'autres encore dont les noms ne me sont pas familiers ! Au total, ils sont quarante. Après interrogatoire par la police, ils seront incarcérés à Lyon dans les prisons Saint-Paul et Saint-Joseph puis transférés à Clermont-Ferrand.

227

Le lendemain, Jean-Guy Bernard vient me voir. Sa jeunesse, son ardeur, le repos de la nuit m'ont reconforté. Le coup est rude. Mais lui est là, sa sœur Jacqueline, André Bollier. Le comité directeur, sauf Chevance, a été épargné, les régions ne sont pas démantelées ; l'imprimerie fonctionne. Le neveu de Jacques Renouvin a été arrêté mais lui et ses Groupes Francs sont intacts. Les pertes sont lourdes mais la bataille doit continuer, c'est ce que souhaitent sûrement nos amis dans leur prison.

228

« Cela dit, est-ce vous qui avez provoqué les bris de vitrines de Montpellier et des environs ? »

Effectivement, Renouvin et ses équipes, en moins d'une semaine, avaient mis à mal, à l'explosif, plusieurs repaires de la collaboration.

« Oui, et nous avons l'intention de généraliser ces opérations.

248

*
* *

L'effort d'organisation se poursuit. Jacques Dhont secondera à Toulouse André Hauriou, un professeur de la faculté de Droit. Je désigne Marcel Peck comme chef de la région R.1. (Rhône-Alpes). Il aura Vincent Planque et Plaisantin comme principaux adjoints. Chevance, « brûlé » sur Lyon, retourne à Marseille et reprend la direction de R.2.

Une pensée cependant me préoccupe. La police croit que nous sommes décimés et les chefs restants démoralisés. A nous de lui prouver le contraire par des actions spectaculaires. Or, la zone libre n'offrait pas d'objectifs spécifiquement militaires à nos groupes francs puisque les troupes allemandes n'y stationnaient pas encore. C'était contre la politique de collaboration que nous

259

luttons et particulièrement contre ceux qui en étaient les agents, conscients ou non. Ainsi à Montpellier, Jacques Renouvin, avec mon accord, s'attaquait à certains organes de presse manifestement vendus aux Allemands.

L'action était simple. Le propriétaire d'un kiosque à journaux recevait une lettre signée « Combat ». On lui expliquait qu'il n'était pas forcé d'exposer un journal tel que *Signal* qui était alors, par les images, l'équivalent aujourd'hui de *Paris-Match*, mais aux ordres de la

Propagandastaffel. On l'invitait à retirer ce journal de l'étalage, en faisant appel à ses sentiments patriotiques. Si ce conseil « amical » n'était pas suivi, une deuxième lettre l'informait qu'il allait s'attirer des ennuis. Si l'intéressé continuait à faire la sourde oreille, son kiosque était détruit à l'explosif. Alors, une lettre circulaire, adressée à tous les marchands de la ville, leur donnait les raisons de la mésaventure survenue à leur collègue. Le procédé, à l'usage, se révéla d'une remarquable efficacité.

Il fallait aussi montrer notre existence surtout à ceux qui ne la partageaient pas. Nous avons alors utilisé le procédé traditionnel des campagnes de graffiti. J'envoyais aux régions le libellé d'inscriptions brèves et percutantes qui, reproduites sur tous les murs à la craie ou au pinceau, dans toutes les villes de la zone libre, prouvaient à la police l'étendue de notre implantation. Montpellier encore se surpassa en écrivant en immenses lettres noires sur un aqueduc de la ville, à sept ou huit mètres au-dessus du sol, cette inscription : « Combat châtie les traîtres. »

*
* *

260

J'ai prié Jacques Renouvin de venir me voir à Lyon. Je veux savoir où il en est avec ses groupes francs. Je l'attends chez les demoiselles Buisson, antiquaires, non à leur magasin qu'utilise notre Service social pour entreposer ses denrées, mais dans leur appartement, rue d'Enghien.

Quelles charmantes femmes ! Petites et menues, elles sont sœurs et vieilles filles. Depuis leur naissance, elles ne se sont pas quittées et ont l'une pour l'autre les attentions les plus délicates. Leur mise est celle du siècle dernier, et leur profil celui qu'on trouve sur les camées. Leur voix est à la mesure de leur taille. Quand elles bavardent assises côte à côte sur le canapé du salon, je

260

pense irrévérencieusement au babillage de deux perruches posées sur le même barreau.

Souvent, je reviendrai dans cet appartement et j'apprendrai à admirer puis à aimer ces deux frêles créatures, jeunes de cœur et d'esprit, dont le sourire un peu « sucré » dissimule une force d'âme peu commune, un caractère inflexible. Elles ont été élevées dans le respect et l'amour de la République et, de ce fait, portent à Vichy, au gouvernement, à Pétain, une haine qu'elles expriment en propos mesurés et féroce-ment ciselés.

Notre compagnie les enchante, d'abord parce qu'elle leur offre l'occasion de servir, et aussi parce que dans leur appartement pénètre avec nous un souffle de jeunesse et d'aventure, qu'elles n'ont jamais ressenti ailleurs que dans les romans. Chères demoiselles Buisson !...

Voici Renouvin, qui pour nous s'appelle *Joseph*. Sans manteau, pas très bien peigné, la cravate un peu dérangée, il est porteur d'une petite valise.

« C'est là tout ton bagage ?

— Il ne m'en faut pas plus !... Tu veux voir ? »

Il l'ouvre, soulève un pyjama d'où s'échappent une brosse à dents et un tube dentifrice, puis un chandail. En dessous, un saucisson, un pain, plusieurs petits cylindres entourés de papier marron : des explosifs.

« Tu vois, me dit-il, cela me suffit pour vivre et travailler ! A quoi bon s'encombrer ?... »

C'était là, en effet, son chargement habituel auquel s'ajoutait parfois une bouteille d'excellent vin.

Il est enchanté du tour des régions qu'il termine maintenant. Partout, il a trouvé le chef régional G.F. qu'il cherchait.

« A Toulouse, me dit-il, j'ai rencontré un type formi-

291

clable. (Il s'agissait de Henri Garnier¹.) C'est un spécialiste du sabotage et du sabotage sous toutes ses formes... L'usine Hispano-Suiza fabrique des moteurs d'avion, pour les Dewoitine 520. Il a réussi à modifier les plans et, en inversant certaines tolérances, il provoque une malfaçon conçue de telle sorte qu'elle résiste au contrôle et ne se révèle qu'après quelques dizaines d'heures de vol.

« Il manie aussi l'explosif avec beaucoup de virtuosité. Généralement, il le vole dans les carrières. Il pourra me fournir cartouches de dynamite, détonateurs et mèches lentes. Comme il ne veut pas quitter ses Hautes-Pyrénées, je l'ai bombardé chef G.F. « Combat » pour le département. »

Puis, éclatant de rire :

« On entendra parler de lui là-bas et même les Tarbais pourront se boucher les oreilles ! »

Et il poursuit :

« Je ne suis pas tombé partout sur des cracks, j'ai donc dû former mes gars, mais ceux que j'ai retenus, je te les garantis.

« Tu veux savoir pourquoi ? Eh bien, voilà comment je m'y prends. Le candidat chef G.F., pour former son équipe, choisit lui-même trois ou quatre types gonflés en qui il a confiance. Je les réunis et dans un premier temps, je leur fais la théorie, comme à la caserne : approche d'un objectif, surveillance des alentours, mise en place de l'explosif et réglage de la mise à feu, retraite, puis le lendemain constat des résultats, compte rendu.

« Ensuite, en ville, à Marseille, Clermont ou Lyon..., nous choisissons un objectif, toujours une officine de la collaboration. Avec ce voyou de Laval, on n'en manquera jamais. Nous faisons l'opération tous ensemble,

1. Cf. ci-dessus p. 184.

292

mais je la dirige. Ça leur inspire confiance et je vois la gueule qu'ils font. S'il y a un trouillard, je le sais et on l'élimine. Les jours suivants, nous faisons une deuxième expédition, mais cette fois c'est le futur chef G.F. qui dirige, moi je suis dans le rang. J'observe tout puis, l'opération accomplie, on se disperse. Le lendemain on se retrouve pour faire la critique de l'expédition. Qu'en penses-tu ?

— Bravo ! Je trouve ta technique astucieuse et efficace. Tu instruis, tu donnes l'exemple, tu contrôles. C'est comme pour le pilotage en avion, tu fais de la double commande...

— J'ai maintenant une équipe par région. C'est un début modeste, mais il faut bien commencer ! Je voudrais arriver à une équipe par département. Il ne m'en faut pas plus, pour faire rentrer dans leur trou les rats de la collaboration. Une petite équipe bien soudée, bien mobile, peut faire, à elle seule, un drôle de boulot ! Bientôt, tu verras, je t'organiserai de ces kermesses...

— Qu'est-ce que tu entends par là ?

— Je te réserve la surprise et puis je préfère n'en pas dire davantage avant de pouvoir en organiser de grandioses... »

Nous parlons ensuite de la guerre, puis de ses activités passées à l'Action française. S'il a été le disciple de Charles Maurras, aujourd'hui il le vomit pour avoir sombré dans la collaboration.

« Henri, il faut que je te fasse connaître un copain de l'avant-guerre, de l'Action française comme moi, et même... des camelots du Roi ! Avec lui on a conduit de drôles de bagarres, pris et donné des coups ! Mais on a fait aussi des parties de rigolades monumentales ! Il s'appelle Pierre de Bénouville, a voulu aller en Angleterre et s'est fait cravater ! Après la taule, il est entré chez *Carte*, donc chez les Anglais. C'est parce qu'il ne

293

connaissait pas « Combat ». Un jour, je te l'amènerai. Tu verras, c'est un sacré type et d'avance je sais que vous vous entendrez bien. »

Il faudra attendre encore quelques mois avant de rencontrer Pierre, qui effectivement deviendra un ami très cher.

Joseph me quitte, l'œil ravi, le sourire aux lèvres, pensant sans doute à ses kermesses, pour moi encore mystérieuses, mais que je ne tarderai pas à connaître.

*
** *

Jacques Renouvin n'a cessé de parcourir la zone libre pour y lever de nouveaux Groupes Francs. Des opérations isolées sont montées un peu partout en France, et pas seulement dans les grandes villes, chefs-lieux de région. Elles sont toujours signées « Combat ».

Les G.F. détruisent par explosifs le siège des officines de la collaboration, les bureaux d'enrôlement pour le travail en Allemagne ou pour la Légion antibolchevique, que Laval appellera bientôt la « Légion Tricolore », ceux de la J.F.O.M., « Jeunesse de France et d'Outre-Mer », organisation néo-nazie destinée à embrigader les jeunes Français. Aussi dans les commissariats de police et dans toute la population, on parle beaucoup de nous. Ces opérations sont punitives, elles sont aussi publicitaires. Elles attirent à nous des hommes d'action.

C'est fin juillet 1942 que je connaîtrai ces fameuses « kermesses » dont Renouvin voulait nous ménager la surprise. Leur organisation lui a demandé beaucoup de temps et de soins. Le même jour, le 29 juillet, très exactement à la même heure, dans plus de dix villes de la zone Sud, les bureaux de la « Relève » volent en éclats. Au mois d'août, ce seront d'autres objectifs qui seront

319

visés et simultanément atteints. Un jour, on choisira le siège du Service d'Ordre légionnaire, triste auxiliaire de la police, un autre, les bureaux du Parti populaire français dont le chef est l'ancien leader communiste Jacques Doriot.

Renouvin, inlassable, toujours porteur de sa petite valise qui est à la fois son arsenal et son garde-manger, va de ville en ville, recrutant, organisant et parfois dirigeant lui-même une expédition. Quel entraîneur d'hommes !

Mais il manque toujours d'explosifs et de simples pistolets. *Warter* à Clermont, *Hamburger* à Montpellier,

dans les laboratoires de la Faculté, fabriquent des bombes artisanales. *Fonsou* et ses camarades sur R.3 dévalisent un dépôt où sont stockés les fusils de chasse et les pistolets que la population a été forcée de livrer aux autorités.

Pourquoi de Londres ne nous arme-t-on pas ? Cette question je me la poserai longtemps et toute la Résistance avec moi.

Jacques Renouvin vient me voir à Mâcon. Les Groupes Francs maintenant existent et agissent dans presque tous les départements de l'ancienne zone libre. Explosifs et armement manquent toujours. Je fais état des promesses qui nous ont été dispensées à Londres mais qui, je ne le savais pas alors, ne seront pas tenues.

« Patron, me dit-il, j'ai parlé de toi et de « Combat » à Bénouville. Il ne se sent plus à son aise avec *Carte* et veut te voir. Je suis sûr qu'il viendra à nous.

— Quand pouvons-nous le rencontrer ?

— À partir du 4 décembre, quand tu voudras.

— Eh bien, marchons pour le 4 décembre. Nous nous retrouverons devant la gare de Montélimar à quatorze heures, à l'arrivée du train de Marseille où je pars demain. »

J'ai choisi Montélimar car c'est une ville calme où Renouvin et ses Groupes Francs n'ont pas encore exercé leurs talents, où la police n'est pas en alerte. Au surplus, je peux habiter chez des petits-cousins. Henri et Pépé Messié, dans une villa discrète à la périphérie de la ville.

Je peux aussi loger de l'autre côté du Rhône. à Meyssie, petit village de l'Ardèche où mes cousins Simon

408

me donnent de loin en loin une affectueuse hospitalité. Il y a un mois, je leur ai fait grand-peur. De Lyon, pour aller chez eux, j'avais pris le train omnibus de la rive droite du Rhône et étais descendu à Rochemaure, la station la plus proche mais à trois kilomètres de leur maison. Pour éviter de faire à pied le trajet, j'avais fait signe à un camion de me prendre à son bord. Il était allemand. Fort courtoisement, les deux sous-officiers, assis à l'avant, m'avaient offert une place entre eux, et c'est dans cet appareil que j'étais apparu à mes cousins... plus qu'inquiets !

Le jour fixé pour le rendez-vous avec Bénouville, en sortant de la gare, j'aperçois la haute stature de Renouvin. Il est accompagné d'un homme bien plus petit que lui. Les présentations sont faites. Nous entrons dans un café où nous pourrions parler tranquillement.

Ce premier contact avec Bénouville m'a laissé un souvenir aussi précis que s'il datait d'hier. Je suis frappé tout d'abord par la couleur bleu clair de ses yeux, l'intensité et la vivacité de son regard. Bien qu'à première vue, il ait moins de trente ans, il n'a de cheveux que sur les tempes, encore sont-ils ras. La voix semble cassée ; il en a beaucoup usé avant la guerre dans les réunions publiques de l'Action française. Plutôt petit, on devine néanmoins qu'il est une boule de muscles. Notre conversation ce jour-là, et plus encore les mois qui suivront, me montre un homme d'action, à la décision prompt, au dynamisme exceptionnel.

409

Le 29 février j'adresse une instruction à Jacques Renouvin, à René Hardy et aux deux régions :

29

* ... les Groupes Francs spécialiseront dans le plus bref délai une sizaine à l'attaque des trains allemands... Elle recevra du spécialiste S.N.C.F. de l'Armée secrète les indications techniques sur la façon d'opérer.

421

Ce jour-là, début février 1943, sans savoir pourquoi, c'est avec appréhension et fièvre que je compulse les nombreux messages que Jean-Guy m'a apportés. Je sais, je suis sûr que l'un d'eux contient une grave nouvelle... Un mot de la région R.5 :

« Joseph arrêté par Gestapo en gare de Brive le 29 janvier. Incarcéré prison Limoges. »

Je suis écrasé, jambes coupées, sans voix. Renouvin, mon vieil ami, si heureux de vivre... entre les mains de la Gestapo ! Identifié, il est perdu... Mon Dieu, que faire ? Une fois encore, je ressens cette impression que je connais bien pour l'éprouver à l'annonce de chaque

449

arrestation d'un ami cher : détresse, gorge serrée jusqu'à la nausée, profond découragement.

Sans hésiter, je pars pour Lyon et descends chez les demoiselles Buisson. Bénouville vient m'y rejoindre. Tous deux nous pleurons. Le lendemain, *Bastos*, adjoint de Renouvin, arrive à son tour. Il nous annonce le transfert à Fresnes de Jacques. Il veut organiser son évvasion avec l'aide d'une dizaine d'hommes des Groupes Francs, tous volontaires pour tenter de sauver leur patron.

L'entreprise est folle, je ne sais si je l'aurais ordonnée, mais l'interdire... ? Je n'en ai pas le courage et même en ai-je le droit ? *Bastos* partit pour Paris. L'opération fut montée. Au dernier moment — imprudence ou délation ? — la Gestapo s'abattit sur l'équipe et arrêta tous ses membres. Renouvin suivra son destin. Déporté, il mourra d'épuisement à Mauthausen, sans même connaître la Libération à laquelle il avait donné sa vie.

Edmond Michelet avait été arrêté le même jour que Renouvin mais, non identifié, il avait été remis en liberté. En février, la Gestapo viendra le chercher et cette fois ne le lâchera pas. Nous avons vu déjà qu'il rentrera de déportation.

Comment remplacer ces camarades qui tombent, car la lutte continue ? Peut-il y avoir un successeur à Michelet qui, de toutes pièces, de mois en mois depuis juin 1940, avait créé sa région, et à Renouvin, adoré de tous ses Groupes Francs ? Hyllaire, dit *Léonie*, et Ady-Brille, un ami de *Cerf-Ferrière* prendront la direction de R.5 et *Ravanel*, homme de « Libération », présenté et poussé par d'Astier, deviendra chef des Groupes Francs. Il était plein d'ardeur et de courage. Par tempérament, il s'apparentait à Jean-Guy Bernard, était polytechnicien

450

comme lui. Il était communiste ou pour le moins sympathisant. Il ne l'avait pas dit.

*
**

Depuis l'arrestation de Claude Bourdet, l'appareil du mouvement est passé entre les mains des communistes ou de leurs amis. A la Libération, Pascal Copeau est devenu le secrétaire général. Emmanuel d'Astier, libéré de ses fonctions ministérielles, préside le bureau politique. Autour d'eux, Pierre Hervé, *Kriegel-Valrimont*, Victor Leduc, *Joinville* etc., une équipe jeune, ardente, et totalement dévouée au P.C.

Hélas ! la plupart de mes vieux camarades de « Combat » ne sont plus là pour m'épauler dans cette tâche qui sera difficile. Je ne me fais aucune illusion.

Berty, Billon, André Bollier sont morts. Renouvin, Michelet, Jean-Guy Bernard, sa sœur Jacqueline et sa femme Yvette, Dejussieu, Claude Bourdet ont été déportés, Marcel Peck a disparu. Chevance est encore dans le Sud-Ouest ; Soulage, Rebattet sont aux armées avec de Lattre de Tassigny. Henri Ingrand et Jean Mairey, qui fut l'adjoint de Peck, sont commissaires de la République. Bénouville vient d'arriver à Paris. Sa jambe brisée nécessite une nouvelle intervention. Je vais souvent le voir avenue Marceau où il doit garder la chambre.

Michel Brault, Jacques Dhont, écourtés par les manœuvres dont ils ont été les victimes, se sont écartés de toute action politique. Finalement, seuls demeurent au M.L.N. avec la volonté de militer, Jacques Baumel, Léo Hamon, Claude Raynal

Edmond Michelet rentre de Dachau. Revêtu encore de sa tenue de bagnard il vient me surprendre dans mon bureau avenue Foch. Cher Edmond, bien amaigri lui aussi, mais toujours aussi volubile, avide de savoir tout et tout de suite. Il m'apprend la mort du pauvre général Delestraint, assassiné froidement par les S.S.

Jacqueline Bernard et Dejussieu-Pontcarral, eux aussi, nous reviennent. Ce dernier dîne chez moi, avenue Léopold-II et me raconte sans phrases inutiles, sans dramatiser, presque en plaisantant le détail affreux de l'univers concentrationnaire qu'Hitler et les siens avaient conçu et organisé.

Mais les autres ?... Où sont-ils ? Jacques Renouvin. Marcel Peck. Jean-Guy Bernard ? Des semaines et des mois passeront. Nous devrons peu à peu l'admettre. Nous ne les reverrons plus.

Tandis que ces morts font halte avant de gagner le haut lieu, d'où pour toujours, ils veilleront sur la capitale... levons vers l'avenir les regards et les cœurs d'un grand peuple rassemblé.

Vive la France ! »

C'est bien pour que vive la France que vous êtes tombés sur notre route, vous Berty dont le cercueil est là, devant moi, vous, les suppliciés de Cologne, et vous Jacques Renouvin, Marcel Peck, Jean-Guy Bernard, Claudius Billon, vous tous de « Combat », amis connus et inconnus... Et nous voici, nous les survivants, parvenus au terme que nous nous étions fixé.

